A decorative horizontal line composed of several segments in black, grey, red, and teal.

Dossier de demande d'Enregistrement ICPE : Projet de déchèterie - ressourcerie à Saclay (91)

Pièce supplémentaire n°1 : Notice descriptive et analyse des incidences

Juillet 2022 – Mise à jour février 2023

A32474

Ce dossier a été réalisé par :

ELCIMAI ENVIRONNEMENT

43, avenue de Vieux Chêne

38240 Meylan

Tél : 04.76.18.05.40

Version	Auteur		Validation	
	Date	Nom	Date	
V1	10/06/2022	DELBECQ Aurélia	13/06/2022	LIOUST Josselin VIDAL Stéphane
V2	25/07/2022	DELBECQ Aurélia	29/07/2022	VIGNERON Paul VIDAL Stéphane
V3	07/02/2023	VIGNERON Paul	07/02/2023	VIGNERON Paul

Les modifications apportées sur cette version sont surlignées en bleu dans le document et identifiées dans le tableau de suivi des modifications disponible en annexe 6.

Sommaire

CHAPITRE 1	CONTEXTE	8
1/	Le projet	8
2/	Localisation du projet	9
3/	Cadre réglementaire et contenu du dossier	9
4/	Parcelles concernées	12
4.1/	Parcelles cadastrales	12
4.2/	Zonage PLU concerné	13
4.3/	Historique de la ZAC et du site	14
4.1/	Projet d'Aménagement et de développement durable de la ville de Saclay	16
4.2/	Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGD)	18
5/	Contexte environnemental	19
5.1/	Environnement proche	19
5.2/	Contexte hydrographique du projet	24
5.3/	Contexte topographique du projet	25
5.4/	Pollution des sols	25
5.5/	Forages géothermiques	28
5.6/	Raccordements aux réseaux d'alimentation et d'assainissement de la zone d'activités	29
CHAPITRE 2	PRESENTATION DU PROJET	32
1/	Principe général des déchèteries et ressourceries	32
2/	Organisation générale du site projeté	32
2.1/	Implantation des unités fonctionnelles	32
2.2/	Accès au site	35
2.3/	Interactions entre les unités	35
3/	Organisation et fonctionnement de la déchèterie	36
3.1/	Organisation spatiale	36
3.2/	Modalités de fonctionnement	37
3.3/	Déchets accueillis et tonnages prévisionnels	39
3.4/	Conditions d'accueil des déchets	43
3.5/	Horaires de fonctionnement	44
4/	Organisation et fonctionnement de la recyclerie	44
4.1/	Organisation spatiale	44
4.2/	Modalités de fonctionnement	45
4.3/	Horaires de fonctionnement	45
5/	Synthèse des surfaces	45

6/	Gestion des eaux	46
6.1/	Alimentation en eau potable.....	46
6.2/	Gestion des eaux pluviales.....	46
6.3/	Estimation des rejets en eaux pluviales	47
7/	Réglementation applicable	50
7.1/	Installations Classées pour l'Environnement	50
7.2/	Rubriques loi sur l'eau (IOTA).....	50
8/	Certification environnementale	51
9/	Réglementation ERP	52

CHAPITRE 3 EVALUATION DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES 53

1/	Milieus naturels, biodiversité et paysages	53
1.1/	Milieus naturels	53
1.2/	Biodiversité	60
1.3/	Paysage.....	71
1.4/	Patrimoine	73
2/	Accessibilité et incidences sur le trafic routier	75
2.1/	Accessibilité du site.....	75
2.2/	Trafic au sein du site	76
2.3/	Incidences sur le trafic routier	77
3/	Risques technologiques	78
4/	Risques naturels	79
5/	Nuisances	79
5.1/	Vibrations mécaniques.....	79
5.2/	Nuisances sonores	79
5.3/	Nuisances olfactives	80
5.4/	Nuisances lumineuses	80
5.5/	Consommations énergétiques.....	81
5.6/	Rejets atmosphériques	81
6/	Ressource en eau	82
6.1/	Dispositions prises vis-à-vis de la loi sur l'eau	82
6.2/	Captages d'alimentation en eau potable (AEP)	82
6.3/	Gestion des eaux pluviales (EP)	82
6.4/	Gestion des eaux usées (EU)	83
7/	Déchets	83
8/	Cumul avec d'autres projets	83
9/	Phase travaux.....	84

CHAPITRE 4 ANALYSE DES DANGERS 85

1/ Gestion des risques 85

1.1/ Risque incendie 85

1.2/ Risque explosion..... 86

1.4/ Dimensionnement des besoins en eaux pour la protection incendie 88

1.5/ Dispositif de rétention en cas d'incendie 88

CHAPITRE 5 ANNEXES 89



Liste des illustrations et tableaux

Figure 1 : Territoire du SIOM.....	8
Figure 2 : Localisation du site.....	9
Figure 3 : Parcelles cadastrales concernées (source : géoportail)	12
Figure 4 : Extrait du plan de zonage du PLU de Saclay (Source : PLU)	13
Figure 5 : Photographie aérienne du site 1950-1965 (Source : IGN)	15
Figure 6 : Photographie aérienne du site 2006-2010 (Source : IGN)	15
Figure 7 : Photographie aérienne du site 2016 (Source : IGN)	16
Figure 8 : Description du projet de territoire du PADD de la ville de Saclay	17
Figure 9 : Description du projet de territoire du PADD de la ville de Saclay	17
Figure 10 : Carte des activités voisines au site d’implantation de la déchetterie ressourcerie ...	19
Figure 11 : Sites ICPE situés à proximité de l’installation projetée (source : georisques.fr).....	20
Tableau 1 : Liste des ICPE soumises à Autorisation (A) ou Enregistrement (E) dans un rayon de 10 km autour du site (source : georisques.fr).....	20
Tableau 2 : Informations des installations SEVESO	22
Tableau 3 : Recensement des sites ERP dans un rayon de 1 km autour du site	22
Figure 12 : Distance du projet par rapport aux habitations les plus proches (Google Maps)	23
Figure 13 : Photos des zones boisées à proximité immédiate du site (Google Maps)	23
Figure 14 : Réseau hydrographique autour du site (Source : Géoportail 2022)	24
Figure 15 : Carte des sites répertoriés par la base BASOL (source : georisques.fr)	25
Tableau 4 : Sites répertoriés par la base BASOL dans un rayon de 5 km autour de l’implantation de la déchetterie recyclerie (source : georisques.fr).....	26
Figure 16 : Carte des sites en activité répertoriés sur BASIAS dans un rayon de 2 km autour du site (source : georisques.fr).....	27
Tableau 5 : Sites en activité répertoriés par la base BASIAS dans un rayon de 2 km autour du site (source : georisques.fr)	27
Figure 17 : Position de la plateforme de forage par rapport à la parcelle du site.....	29
Figure 18 : Extrait du plan des raccordements aux réseaux du projet.....	30
Figure 19 : Caractéristiques du poteau incendie au sud-ouest du site de l’implantation	31
Figure 20 : Position et distance du poteau incendie (à 40 m de la limite du projet).....	31
Figure 21 : Plan masse du projet	34
Figure 22 : Organisation des espaces communs.....	35
Figure 23 : Organisation spatiale de la déchetterie	36
Tableau 6 : Rotations des véhicules assurant l’enlèvement des déchets sur la déchetterie.....	38
Tableau 7 : organisation des agents d’accueil sur le site de la déchetterie recyclerie	39
Tableau 8 : Tonnages prévisionnels 2030 de la déchetterie	41
Tableau 9 : Quantité maximales de déchets stockés au sein de la déchetterie.	42
Tableau 10 : Récapitulatif des contenants et des capacités de stockage de la déchetterie.....	43
Figure 24 : Organisation spatiale de la recyclerie	44
Tableau 11 : Bilan des surfaces du projet	46
Figure 25 : réglementation sur la gestion des eaux pluviales de la ZAC du Quartier de l’Ecole Polytechnique (source : fiche particulière de lot N1.9)	47
Figure 26 : Synthétique de la gestion des eaux pluviales sur la parcelle du projet	49
Tableau 12 : Rubriques ICPE susceptibles de concerner le projet (source : Aida Ineris)	50
Figure 27 : Définition des niveaux de performance du label E+C- (source : Cee ACTEE)	51
Figure 28 : Accès et localisation du circuit de visite	52
Tableau 13 : Zones naturelles d’intérêt reconnu (hors Natura 2000) à moins de 5 km de la zone d’étude (source : geoportail.fr).....	54
Figure 29 : Zones naturelles d’intérêt reconnu (hors Natura 2000) (Source : Géoportail)	54
Tableau 14 : Sites Natura 2000 dans les environs de la zone d’étude	55
Figure 30 : Réseau Natura 2000 à proximité du secteur d’étude (Source : Elcimai Environnement)	56
Figure 31 : Carte du Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Saclay (Trame Verte et Bleue)	57
Figure 32 : Zones à dominante humide (SDAGE Seine-Normandie 2022-2027).....	59
Figure 33 : Zones à dominante humide autour du site du projet (source : géoportail)	59
Figure 34 : habitats naturels et semi-naturels	60
Figure 35 : espèces floristiques	61
Figure 36 : entomofaune protégée et patrimoniale	63
Figure 37 : Amphibiens	64

Figure 38 : Avifaune patrimoniale en période de nidification	65
Figure 39 : Avifaune patrimoniale en période de migration postnuptiale	66
Figure 400 : Avifaune patrimoniale – Période d’hivernage	66
Figure 401 : Localisation des arbres gîtes potentiels	68
Figure 402 : Fonctionnalités du site pour les chiroptères	69
Tableau 17 : Mesures de réduction et d’accompagnement	70
Figure 40 : Plan de plantations	72
Figure 41 : Atlas des patrimoines autour du projet (source : culture.gouv.fr)	74
Figure 42 : Les voiries autour du site de la déchèterie recyclerie	75
Figure 43 : Accès au métro et au Transport Collectif en Site Propre (TCSP)	76
Figure 44 : Giration des véhicules	77
Figure 45 : Zone tampon au sein de la parcelle du projet	77
Tableau 15 : influence du projet sur le trafic routier environnant	78
Figure 46 : Carte des PPR autour du site du projet (source : géorisques)	79
Tableau 16 : Valeurs admissibles d’émissions sonores définies par l’arrêté du 23 janvier 1997	80
Figure 47 : Accès à l’hôpital par le Boulevard O (source : gh-nord-essone.fr)	83
Figure 48 : Moyens d’intervention extérieur et intérieur en cas d’incendie	87

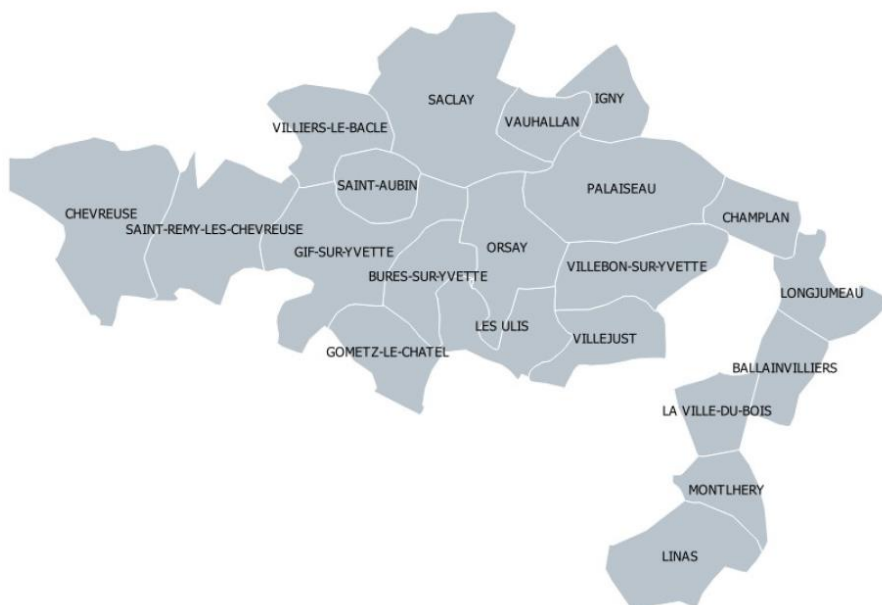
Chapitre 1 Contexte

1/ Le projet

La société GENERIS, filiale de VEOLIA Propreté en Région Ile-de-France, envisage de créer et d'exploiter, pour le compte du Syndicat Intercommunal des Ordures Ménagers (SIOM) de la Vallée de Chevreuse, une déchèterie-ressourcerie sur la commune de Saclay (91400). Ce concept repose sur une déchèterie entièrement focalisée vers la maximisation du recyclage et de la sécurité.

Le Syndicat Mixte des Ordures Ménagers de la Vallée de la Chevreuse (SIOM), composé de 21 communes et de 207 764 habitants, dispose de la compétence de collecte, traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés (DMA). Son territoire est composé des Communautés de Communes de Paris Saclay et de la Haute Vallée de la Chevreuse.

Figure 1 : Territoire du SIOM



Le SIOM dispose actuellement d'une déchetterie Avenue des Deux Lacs à Villejust. Cette déchetterie a vu sa fréquentation augmenter jusqu'à arriver à une situation de saturation nécessitant la prise de mesures. La déchetterie de Villejust est réservée exclusivement aux particuliers et est accessible uniquement aux habitants de 17 des 21 communes.

Depuis le 22 juin 2020, les communes de Montlhéry, de Linas, de La Ville-du-Bois et de Ballainvilliers peuvent venir à la déchetterie de Villejust. La population desservie est ainsi de 207 764 habitants. Sa fréquentation est passée de 30 000 à 70 181 visiteurs de 2011 à 2019.

Par conséquent, le SIOM souhaite construire une seconde déchetterie ressource à Saclay en y intégrant une dimension innovante. Elle accueillera les particuliers résidents sur le territoire du SIOM de la Vallée de la Chevreuse, les professionnels, les services techniques, les services de police et de gendarmerie, les pompiers et les établissements d'enseignement supérieur du territoire du SIOM.

Compte tenu des activités projetées et des volumes prévus de déchets réceptionnés sur site, cette exploitation relèvera du régime de l'enregistrement au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

2/ Localisation du projet

La zone d'implantation choisie pour la déchetterie - ressource se trouve sur la ZAC du Quartier de l'école Polytechnique (Palaiseau et Saclay), dans le département de l'Essonne en région Île-de-France, au niveau du lieu-dit des Trois Mares sur la route départementale D36.

Figure 2 : Localisation du site



Le périmètre du projet se situe au croisement de la D36 au Nord et de la D128 à l'Est. La superficie du site d'implantation porte sur 7 626 m² comprenant la plateforme de forage géothermique exploitée par IDEX, non comprise dans le périmètre ICPE du projet.

3/ Cadre réglementaire et contenu du dossier

Le contenu du dossier d'enregistrement d'une ICPE est édicté par les articles R512-46-3 et R512-46-4 du code de l'environnement :

Article R512-46-3

"Dans tous les autres cas, il est remis une demande, en trois exemplaires augmentés du nombre de communes mentionnées à l'article R. 512-46-11, qui mentionne :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire (PJ N°5) ;

2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;

3° La description, la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dont l'installation relève (PS 1 : notice descriptive) ;

4° Une description des incidences notables que le projet, y compris les éventuels travaux de démolition, est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine ainsi que, le cas échéant, les mesures et caractéristiques du projet, destinées à éviter ou réduire ses probables effets négatifs notables sur l'environnement ou la santé humaine (PS 1 : notice descriptive).

Article R512-46-4

« A chaque exemplaire de la demande d'enregistrement doivent être jointes les pièces suivantes :

1° Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée (PJ N°1) ;

2° Un plan, à l'échelle de 1/2 500 au minimum, des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres (PJ N°2) ;

3° Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200 au minimum, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau. Une échelle plus réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration (PJ N°3) : il est demandé pour ce dossier de bénéficier d'une dérogation à l'échelle de 1/200ème du plan d'ensemble pour une échelle 1/500ème ;

4° Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale (PJ N°4) ;

5° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, la proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire (PJ N°8), lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme (PJ N°9). Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ;

6° Le cas échéant, l'évaluation des incidences Natura 2000 dans les cas et conditions prévus par les dispositions réglementaires de la sous-section 5 de la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre IV (PS 1 : Chapitre 3 1/) ;

7° Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 512-7-3 dont le pétitionnaire dispose ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation (PJ N°5) ;

8° Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du présent titre, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions (PJ N°6) ;

- Une analyse de la conformité du projet vis-à-vis des prescriptions des arrêtés ministériels des rubriques ICPE le concernant (arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 et arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710-1) est présentée en PJ N°6.

9° Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36 (PJ N°12) ;

10° Lorsque les installations sont soumises à l'autorisation mentionnée au premier alinéa de l'article L. 229-6 :

a) Une description des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre des gaz à effet de serre ;

b) Une description des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;

c) Une description des mesures de surveillance prises en application de l'article L. 229-6. Ces mesures peuvent être actualisées par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même article sans avoir à modifier son enregistrement ;

11° Pour les installations d'une puissance thermique supérieure à 20 MW générant de la chaleur fatale non valorisée à un niveau de température utile ou celles faisant partie d'un réseau de chaleur ou de froid, une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages ;

12° Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure ou égale à 20MW, une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. »

Conformément au Code de l'environnement (article R512-46-4), cette pièce du dossier, intitulée notice descriptive, comprend :

- La localisation du projet ;
- Une présentation complète des activités projetées ;
- Une appréciation des impacts potentiels de l'installation sur l'environnement ;
- Un descriptif de la gestion des risques et des consignes à respecter en cas de sinistre.

4/ Parcelles concernées

4.1/ Parcelles cadastrales

Le projet est situé impasse de la Poudrette, sur la commune de Saclay (91). Il occupera la parcelle cadastrée ZW 44 de superficie de 6 601 m².

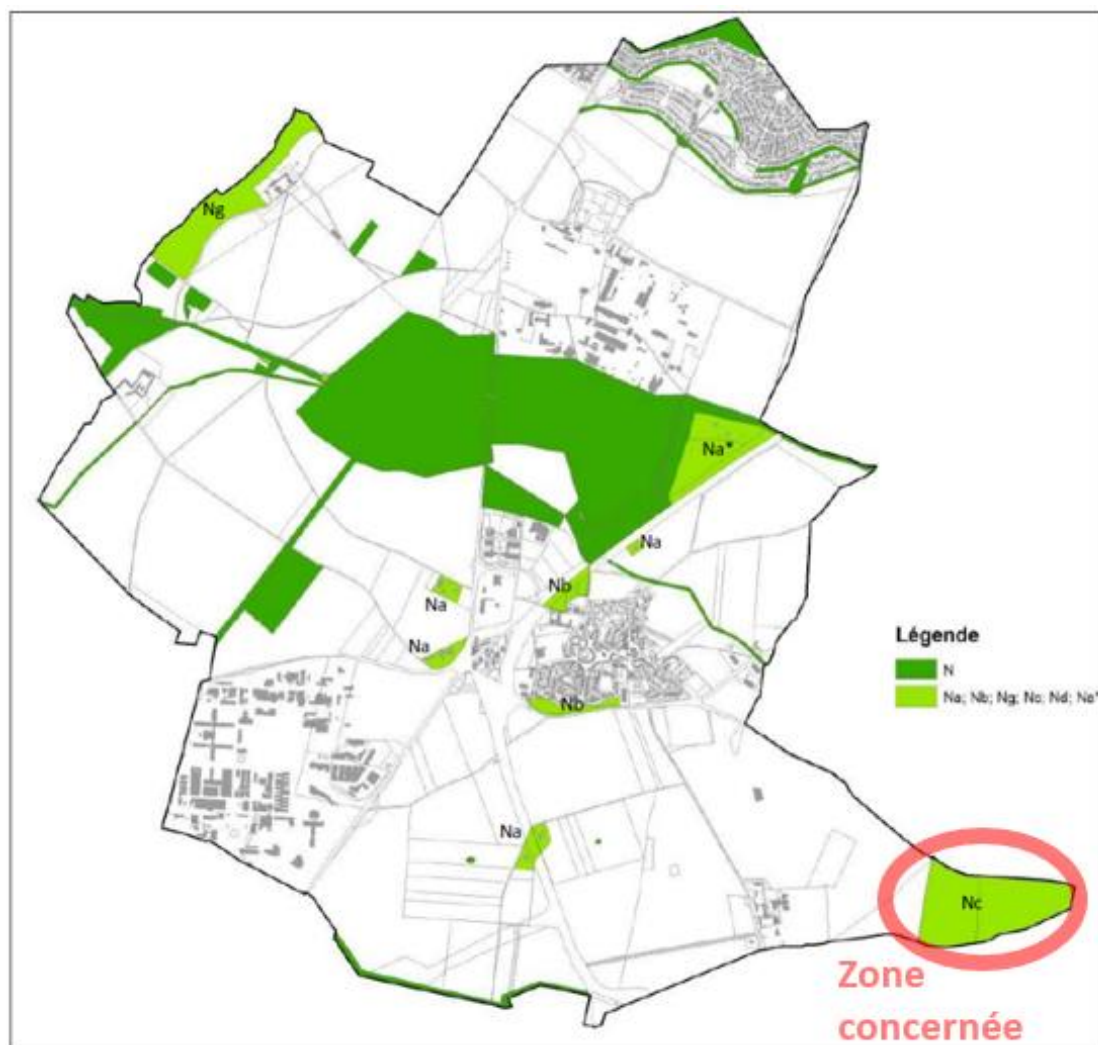
Figure 3 : Parcelles cadastrales concernées (source : géoportail)



4.2/ Zonage PLU concerné

L'installation est concernée par le zonage Nc du PLU de la Commune de Saclay, adopté le 16 novembre 2015 par le Conseil Municipal. La zone Nc correspond à la zone Nord de la ZAC du Quartier de l'école Polytechnique, qui peut accueillir des ouvrages, aménagements et constructions nécessaires à la réalisation des installations techniques dans le cadre de la ZAC du quartier de l'Ecole polytechnique, y compris des équipements liés à la gestion des déchets.

Figure 4 : Extrait du plan de zonage du PLU de Saclay (Source : PLU)



Une analyse de la conformité du projet vis-à-vis de ces prescriptions est disponible en PJ n°4 du dossier d'enregistrement.

4.3/ Historique de la ZAC et du site

4.3.1/ Historique de la ZAC

L'établissement public d'aménagement Paris-Saclay (EPAPS) a pris l'initiative de la ZAC du quartier de l'Ecole Polytechnique, qui a été créée par arrêté préfectoral n°2012-DDT-STANO-165 en date du 12 avril 2012 et modifiée par arrêté préfectoral n°2013-DDT-STANO-295 en date du 29 juillet 2013.

Le site de la ZAC couvre une surface de 232 hectares, 217 hectares sur la commune de Palaiseau et 15 hectares sur la commune de Saclay. La ZAC du quartier de l'Ecole polytechnique s'inscrit dans le cadre du projet de pôle scientifique et technologique du plateau de Saclay institué par la Loi n°2012-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris.

La ZAC est destinée à devenir un seul quartier mixte, regroupant l'Ecole Polytechnique actuelle, des entreprises et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que les logements, équipements et services associés.

A l'origine constituée d'espaces peu denses et de quelques bâtis, l'aménagement de la zone se fait grâce à l'ouverture du campus historique de l'Ecole Polytechnique. Depuis les années 50, le projet de cette zone est de développer un écosystème de l'innovation scientifique. Elle regroupe désormais 15% des effectifs de la recherche publique française, des grands pôles de R&D et des écoles supérieures dont la future Université Paris-Saclay.

La zone nord, délimitée par la route D36, est une Zone Protégée Naturelle Agricole et Forestière (ZPNAF).

4.3.2/ Historique du site

Historiquement consacrée aux activités agricoles, la parcelle a subi une faible évolution pendant les dernières décennies. Des modifications ont été toutefois apportées au niveau de l'accès, permettant de relier le site au réseau routier environnant.

Figure 5 : Photographie aérienne du site 1950-1965 (Source : IGN)



Figure 6 : Photographie aérienne du site 2006-2010 (Source : IGN)



Le démarrage de la construction du transformateur ENEDIS en limite ouest de la parcelle du projet est visible en 2016 :

Figure 7 : Photographie aérienne du site 2016 (Source : IGN)



4.1/ Projet d'Aménagement et de développement durable de la ville de Saclay

Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) de la ville de Saclay traduit un objectif de développement de façon raisonnée et maîtrisée en prenant en compte les 3 facettes de son territoire.

- Le village
- Le pôle scientifique
- Le plateau agricole

Sa stratégie se décline selon 3 axes, et montre sa volonté de développer l'économie de la ville :

Figure 8 : Description du projet de territoire du PADD de la ville de Saclay

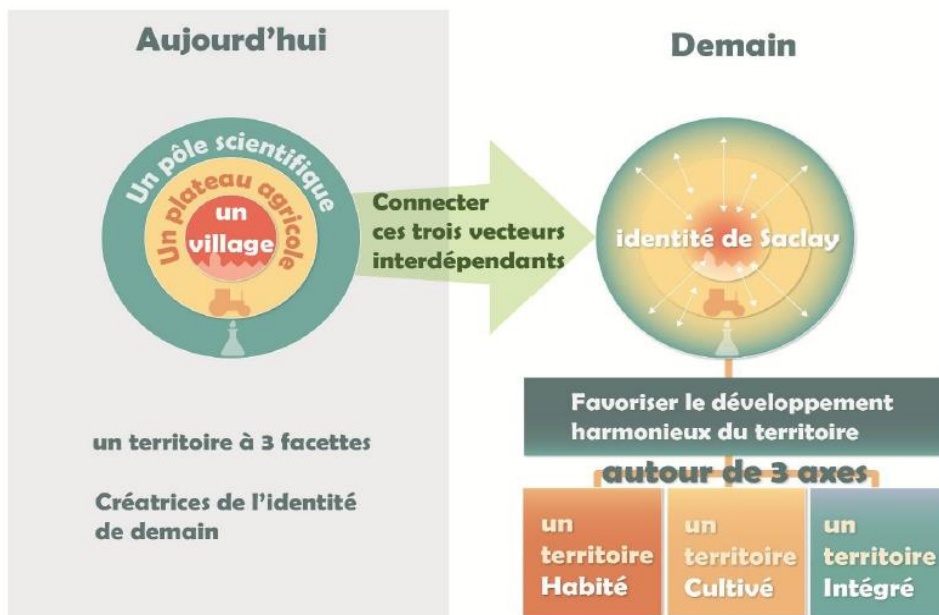
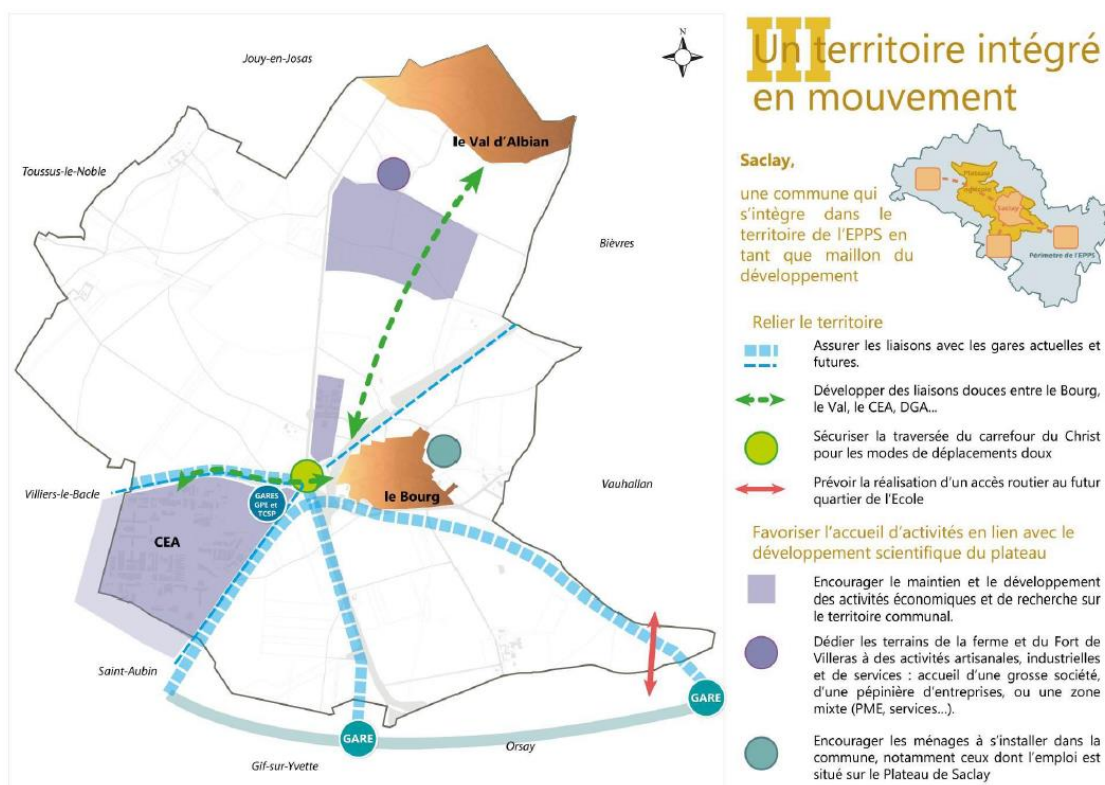


Figure 9 : Description du projet de territoire du PADD de la ville de Saclay



Une analyse de la conformité du projet vis-à-vis de ces prescriptions est disponible en PJ N°4 du dossier d'enregistrement.

4.2/ Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGD)

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France définit les objectifs et les actions à mener pour réduire les déchets et augmenter la valorisation. C'est un document stratégique qui comprend :

- Un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets,
- Une évaluation à 6 ans et à 12 ans de l'évolution des quantités de déchets produites,
- Des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets,
- Une planification de la prévention et de la gestion des déchets à 6 ans et 12 ans, qui recense les actions prévues et à prévoir par les différents acteurs concernés pour atteindre ces objectifs ainsi que leur calendrier,
- Un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire.

Une analyse de la conformité du projet vis-à-vis de ces prescriptions est disponible en PJ N°12 du dossier d'enregistrement.

Une analyse de la conformité du projet vis-à-vis des objectifs du Plan national de prévention des déchets figure également dans la PJ N°12 du dossier d'enregistrement.

5/ Contexte environnemental

5.1/ Environnement proche

5.1.1/ Activités voisines

Les parcelles voisines de la parcelle d'implantation du projet accueillent des centres de recherche et des équipements techniques. La carte suivante localise l'ensemble des activités voisines :

- A l'ouest immédiat du projet, un poste de transformation ENEDIS. En fonctionnement depuis 2018, il a la capacité d'accueillir trois transformateurs d'une puissance de 70 MVA chacun. Il s'agit d'un poste source dont la tension est à 20 kV.
- A environ 300 m au sud, l'institut de recherche de Danone, le campus de formation d'EDF Paris-Saclay, ainsi que le lac de l'école Polytechnique. Au-delà de ces 300 m se trouvent des pôles de R&D et des résidences étudiantes (à 500 m).
- Au nord et à l'est, les parcelles sont constituées de champs et de bosquets. Il y a également les routes D36 et D128.

Aucun de ces établissements situés à proximité immédiate du site ne sont des installations classées. Le Campus EDF et l'Ecole Polytechnique sont classées ERP.

Figure 10 : Carte des activités voisines au site d'implantation de la déchetterie ressourcerie



La base des Installations Classées recense par ailleurs plusieurs ICPE soumises au régime d'autorisation ou enregistrement à proximité du site.

Toutes sont du type « usines » (industrie, logistique, autres activités) et sont affichées et listées ci-après :

Figure 11 : Sites ICPE situés à proximité de l'installation projetée (source : georisques.fr)

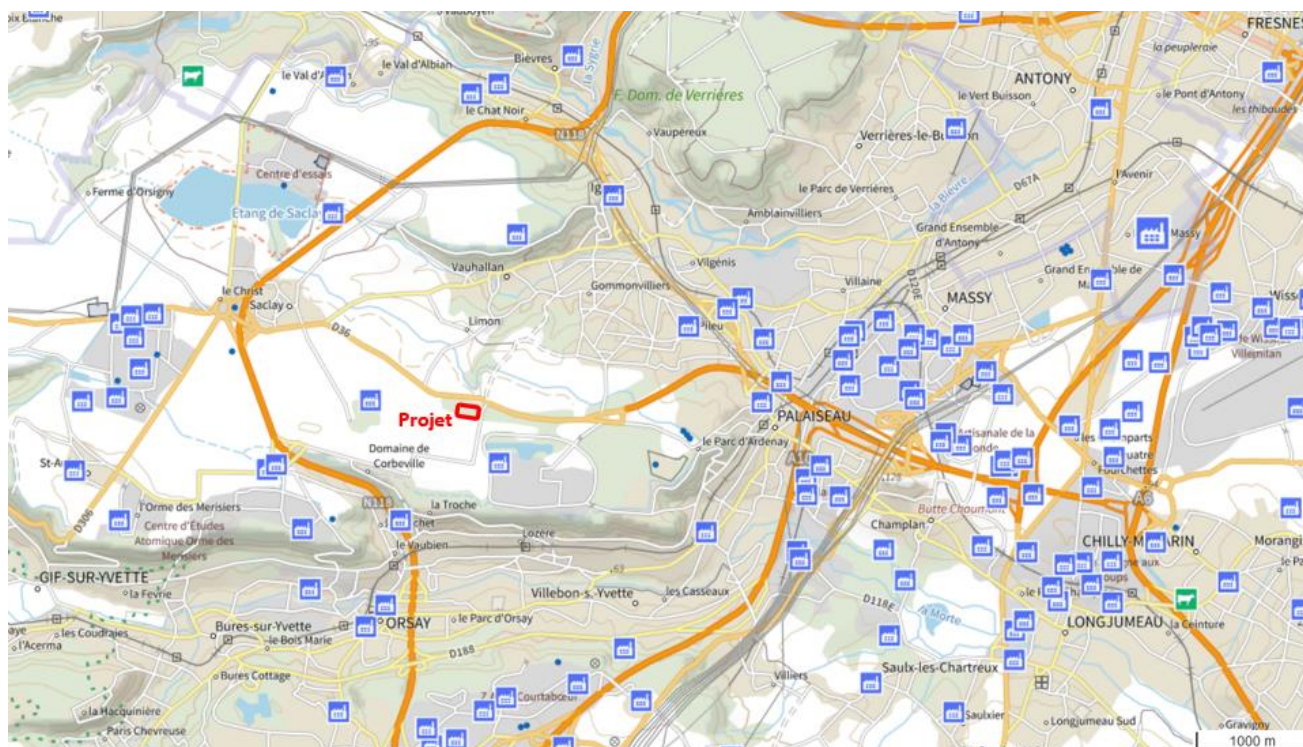


Tableau 1 : Liste des ICPE soumises à Autorisation (A) ou Enregistrement (E) dans un rayon de 10 km autour du site (source : georisques.fr).

Type d'activité	Nom	Régime	Distance	Dir.
Combustion, installations de refroidissement évaporatif	IDEX ICX	E	600 m	Sud
Fabrication d'engrais	COMPOMAR	A	1 km	Ouest
Traitement – valorisation de déchets	SODEXTRA	E	2,2 km	Nord-Ouest
Combustion, installations de refroidissement évaporatif	IDEX ICM	E	2,4 km	Ouest
Centre de recherche	CEA	E	3,6 km	Ouest
Combustion	COGESTAR 3 : Centre de Saclay CEA	E	3,4 km	Ouest
Stockage de liquides inflammables, charge d'accumulateur dégageant de l'hydrogène	COLT DCS Développements France	E	3,4 km	Sud
Station-service	TOTAL Marketing Services	E	3,5 km	Nord-Ouest
OGM, Combustion, charge d'accumulateur dégageant de l'hydrogène, fabrication de produits pharmaceutiques	CELL FOR CURE groupe NOVARTIS	A	3,9 km	Sud
Entrepôt	Nobilis	E	4 km	Est
Station-service	COSTCO-France	E	4 km	Sud
Traitement et développement des surfaces photosensibles	Systronic	E	4,1 km	Sud

Type d'activité	Nom	Régime	Distance	Dir.
Entrepôts	Transports Chavalan & DUC	E	4,4 km	Sud
Broyage, concassage, produits minéraux ou déchets non dangereux inertes	Yprema	E	5,6 km	Est
Collecte déchets non dangereux et dangereux	Europe Services Déchets	E	6,5 km	Nord-Est
Entrepôt, charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène	Investisud	E	6,7 km	Est
Stockage, dépollution, démontage de VHU	Dem's Auto France	E	7,2 km	Sud-Est
Station-service, entrepôt, combustion, charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène	Pomona Episaveurs	E	7,4 km	Est
Combustion, charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène, matières plastiques	Coca Cola European Partners France	A	7,5 km	Nord
Combustion	Engie Réseaux	A	8 km	Nord
Emploi ou stockage de produits toxiques ou très toxiques, traitement de surface	Galion	A	8 km	Nord-Est
Entrepôt, combustion	Etablissement public Foncier du 92	E	8,1 km	Nord-Est
Stockage de liquides inflammables, entrepôts, charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène	Diapar	A	8,1 km	Est
Entrepôt, charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène	Entrepôts Ranger Paris Sud	E	8,3 km	Est
Entrepôts, combustion, charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène	Cyrus One	E	8,5 km	Nord-Est
Stockage de liquides inflammables, combustion, charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène	Telehouse Europe	E	8,8 km	Ouest
Entrepôt, combustion, charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène	Fnac Logistique	A	9,1 km	Est
Entrepôts, combustion, charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène, aérosols inflammables, liquides inflammables	Samada	E	9,1 km	Est
Entrepôts, combustion, charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène	La Poste	E	9,7 km	Est

L'installation SEVESO la plus proche du site est la société GALION, située à une distance de 8 km au Nord-Est.

Les installations SEVESO dans un rayon de 20 km autour de l'implantation du projet sont recensées ci-après :

Tableau 2 : Informations des installations SEVESO

Type d'activité	Nom	Seuil	Distance	Dir.
Emploi ou stockage de produits toxiques ou très toxiques, traitement de surface	Galion	Bas	8 km	Nord-Est
Liquides inflammables, produits pétroliers et carburants de substitution	CIM Industriel Maritime	Haut	15,4 km	Est
Traitement des eaux, micropolluants	Veolia eau Île-de-France	Bas	16,3 km	Est
Liquides inflammables, dangereux pour l'environnement, produits pétroliers	EFR France	Haut	16,7 km	Nord-Est
Liquides inflammables, dangereux pour l'environnement, produits pétroliers	SPVM	Haut	16,8 km	Nord-Est
Liquides inflammables, combustion, produits pétroliers	EDF Cetac	Bas	17,5 km	Nord-Est
Soude caustique, traitement thermique de déchets non dangereux, combustion	SIAAP	Haut	18,7 km	Nord-Est
Entrepôts, combustion, charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène	COFEPP	Bas	19,1 km	Est

Il est à noter qu'aucune installation SEVESO de seuil haut se trouve à moins de 15 km du site projeté.

5.1.2/ ERP à proximité

Les établissements recevant du public aux alentours du projet sont recensés ci-dessous :

Tableau 3 : Recensement des sites ERP dans un rayon de 1 km autour du site

Etablissement Recevant du Public	Position par rapport au site ICPE
Inria Saclay (Institut national de recherche en informatique et automatique)	500 m au Sud-Est
Télécom Paris	650 m au Sud
Campus Formation Groupe EDF Paris-Saclay	660 m au Sud-Est
Institut d'Optique Graduate School-Université Paris-Saclay	700 m au Sud
Lycée International de Palaiseau Paris Saclay	800 m au Sud
ENSAE Ecole Polytechnique de Paris Saclay	850 m au Sud-Est
CFA AFTI Orsay	900 m au Sud-Ouest
Abbaye Saint-Louis-du-Temple de Vauhallan	970 m au Nord
Etablissement de Santé de la Martinière	1,2 km à l'Ouest

5.1.3/ Les habitations les plus proches

Le site se trouvant dans une zone privilégiant l'implantation de centres de recherche et d'écoles scientifiques, les habitations les plus proches se trouvent à 600 m au Nord-Est. Elles sont séparées de la parcelle par des champs et des routes.

Figure 12 : Distance du projet par rapport aux habitations les plus proches (Google Maps)



5.1.4/ Zones boisées voisines :

Le foncier, situé en limite nord de la ZAC du Quartier de l'école Polytechnique, présente est entouré de zones boisées :

Figure 13 : Photos des zones boisées à proximité immédiate du site (Google Maps)



5.2/ Contexte hydrographique du projet

Le site est situé dans le bassin versant de la rigole Domaniale, cours d'eau permanent situé à 200 m au Nord. Elle prend sa source dans le bois de la Vauve et se déverse dans l'étang de Saclay, à 3 km au Nord-Ouest de la parcelle du projet.

Figure 14 : Réseau hydrographique autour du site (Source : Géoportail 2022)



Trois bassins de rétention d'eau sont situés au droit sud du projet, ainsi que le lac de l'école Polytechnique à une distance de 350 m du site. Ces bassins permettent la gestion des eaux pluviales de la ZAC.

Par ailleurs, un nouveau bassin de retenue des eaux pluviales est prévu au Nord-Est du projet (travaux en cours de réalisation en 2022). Ce bassin est présent sur le plan d'ensemble présenté en PJ N°3 du dossier d'enregistrement.

5.3/ Contexte topographique du projet

Le terrain ne comporte pas de déclivité notable, l'altimétrie aux quatre coins de la parcelle est la suivante :

- 152,95 NGF au Nord-Ouest
- 152,07 NGF au Nord-Est
- 153,12 NGF au Sud-Est
- 152,90 NGF au Sud-Ouest

Le plan de topographie du projet est disponible en Annexe 1 de cette notice.

5.4/ Pollution des sols

La base de données BASOL ne recense aucun site de pollution potentielle à proximité immédiate du projet. Dans un périmètre de 5 km autour de l'implantation de la parcelle, 11 sites de pollution potentielle ou avérée sont répertoriés, explicités dans les deux figures suivantes :

Figure 15 : Carte des sites répertoriés par la base BASOL (source : georiques.fr)

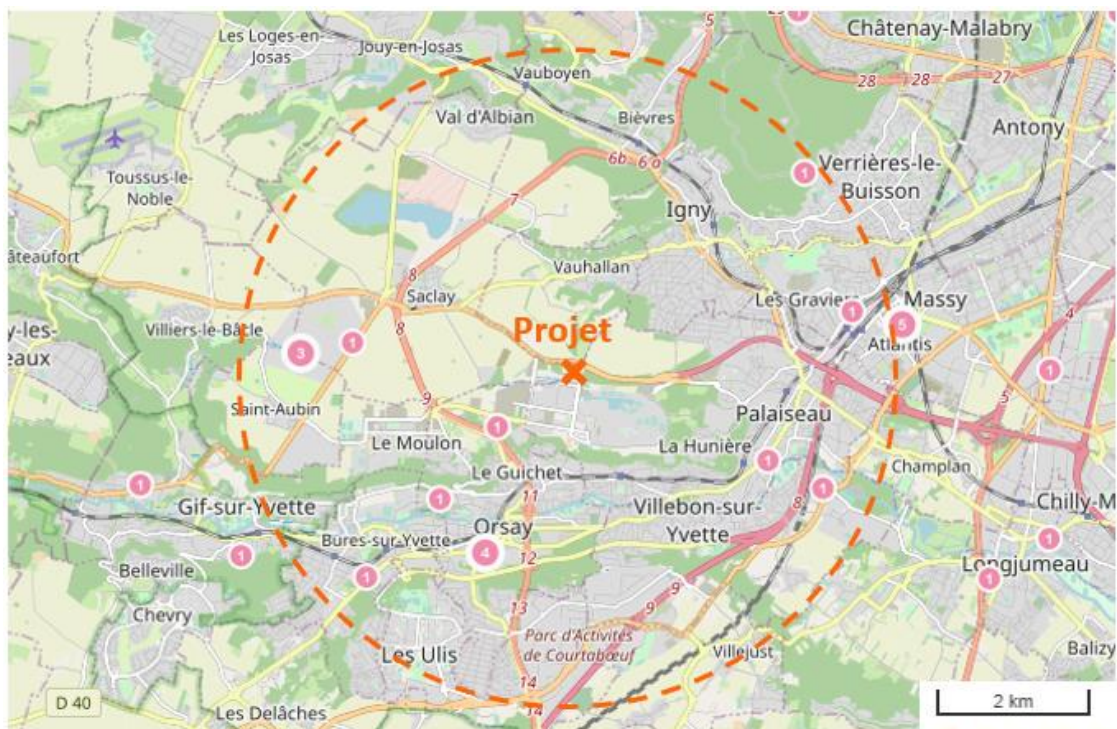


Tableau 4 : Sites répertoriés par la base BASOL dans un rayon de 5 km autour de l'implantation de la déchèterie recyclerie (source : georiques.fr)

Site	Pollution	Distance au site	Direction
Domaine de Corbeville ORSAY	Présence de solvants, concentrations anormales en fer, zinc, mercure, cuivre et plomb	1,4 km	Sud-Ouest
Université de Paris Sud ORSAY	Concentrations anormales en métaux lourds, en HAP, HCT, BTAX, COHV et en solvants. Contamination aux amines.	2,1 km	Sud-Ouest
BP Fioul Services ORSAY	Contamination aux HCT.	2,6 km	Sud-Ouest
Total – Relais des Cordiers ORSAY	Fuites de carburants	2,7 km	Sud-Ouest
Station-service SHELL ORSAY	Contamination des sols par des huiles lourdes, contamination des sols et des eaux souterraines par des hydrocarbures volatiles.	3,2 km	Sud-Ouest
Station-service SHELL ORSAY	Présence marquée d'hydrocarbures dans les sols. Contaminations des eaux souterraines par des hydrocarbures de type essence.	3,2 km	Sud-Ouest
CEA SACLAY	Contamination des nappes en TCE, PCE et DCE.	3,2 km	Ouest
Gaz de France PALAISEAU	Suspections de pollution sur le site de cette ancienne usine à gaz.	3,2 km	Sud-Est
SEDV VILLEBON SUR YVETTE	Contamination aux hydrocarbures (benzène et dérivés).	4,1 km	Sud-Est
CRUBILE BURES SUR YEVETTE	Suspections de pollution par des liquides inflammables.	4,3 km	Sud-Ouest
Point P MASSY	Suspections de pollution (dépôts de matériaux, engrais, graines).	4,3 km	Nord-Est

La base BASIAS répertorie les sites industriels suivant, dans un rayon de 2 km autour du site :

Figure 16 : Carte des sites en activité répertoriés sur BASIAS dans un rayon de 2 km autour du site (source : georiques.fr)



Tableau 5 : Sites en activité répertoriés par la base BASIAS dans un rayon de 2 km autour du site (source : georiques.fr)

Identifiant	Nom du site	Activités	Etat du site	Distance au site	Direction
ID9103260	Décharge de gravats	Décharge de gravats, décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.)	En activité	470 m	Nord
ID9101367	GDI-SIESO	Compression, réfrigération, récupération de matières métalliques recyclables. Démolition, terrassement et préparation des sites. Travaux de finition.	En activité	1,2 km	Est
ID9102759	Etablissement Polytechnique	Utilisation de sources radioactives et stockage de substances radioactives (solides, liquides ou gazeuses) ; Compression, réfrigération. Production et distribution de vapeur (chaleur) et d'air conditionné. D.L.I.	En activité	1,2 km	Sud-Est
ID9102920	LAUREAU	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé.	En activité	1,3 km	Ouest
ID9102681	THOMSON-CSF	Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base, fabrication de produits pharmaceutiques de base et laboratoire de recherche. Utilisation de sources radioactives et stockage de substances radioactives (solides, liquides ou gazeuses). Traitement et revêtement des métaux. Fabrication et réparation de machines de bureau, d'instruments médicaux, de produits informatiques, électroniques, optiques et horlogers. Production et distribution de vapeur. Compression, réfrigération. D.L.I.	En activité	1,3 km	Sud

Identifiant	Nom du site	Activités	Etat du site	Distance au site	Direction
ID9102723	Garage de la Troche	Compression, réfrigération. Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques. D.L.I.	Activité terminée	1,3 km	Sud
ID9102677	CGH	Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base. Traitement et revêtement des métaux. Compression, réfrigération. D.L.I.	Activité terminée	1,4 km	Sud
ID9101356	MARQUIS Joseph	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé. D.L.I.	Activité terminée	1,5 km	Est
ID9102693	Bioulac interfuel	D.L.I. Dépôt ou stockage de gaz, Stockage de charbon.	Activité terminée	1,8 km	Sud
ID9101366	IEA	Traitement et revêtement des métaux. Fabrication de composants et cartes électroniques. Compression, réfrigération.	Activité terminée	1,8 km	Nord-Est
ID9102704	Cars d'Orsay	D.L.I. Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé.	Activité terminée	1,8 km	Sud
ID9102914	Trubuil	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie).	En activité	1,8 km	Ouest
ID9102683	SGS Qualitest	Utilisation de sources radioactives et stockage de substances radioactives (solides, liquides ou gazeuses).	En activité	1,9 km	Ouest
ID9101370	Bezetz Joliet	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables. Entretien et réparation de véhicules automobiles (ou autres).	Activité terminée	1,9 km	Nord
ID9101363	Boule	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé. Stockage de charbon. D.L.I. Dépôt ou stockage de gaz.	En activité	1,9 km	Nord-est
ID9101375	Blanchisserie de la Bièvres	Blanchissement et teinturerie. D.L.I.	Activité terminée	1,9 km	Nord-Est
ID9101371	Bennes express	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...).	Activité terminée	2 km	Nord

On peut déduire que le secteur environnement la parcelle d'implantation du projet est peu industrialisé, avec une seule activité présente dans un rayon de 1 km.

5.5/ Forages géothermiques

La partie sud-ouest de la parcelle comporte un forage géothermique constitué de deux cylindres : l'eau géothermale est extraite par le puits de production puis entièrement réinjectée dans le second puit. Sa profondeur est de 2200 m.

Cette zone de forage n'est pas comprise dans le cadrage ICPE. L'arrêté d'exploitation de la plateforme est disponible en Annexe 2 de cette notice.

Aucune emprise de construction n'est envisagée sur la plateforme afin de garantir la bonne exploitation du réseau. Il est prévu d'y réaliser le parking de la ressourcerie, comme présenté sur le plan (voir figure 21 : Plan masse du projet).

A toute demande de l'EPA Paris-Saclay, le SIOM laisse libre accès aux concessionnaires des réseaux.

Conformément à l'article L2123-7 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, ces deux affectations sont compatibles et la réalisation de l'une n'entrave pas la réalisation de la seconde. Il est donc convenu de constituer une convention de superposition d'affectations du domaine public.

Figure 17 : Position de la plateforme de forage par rapport à la parcelle du site

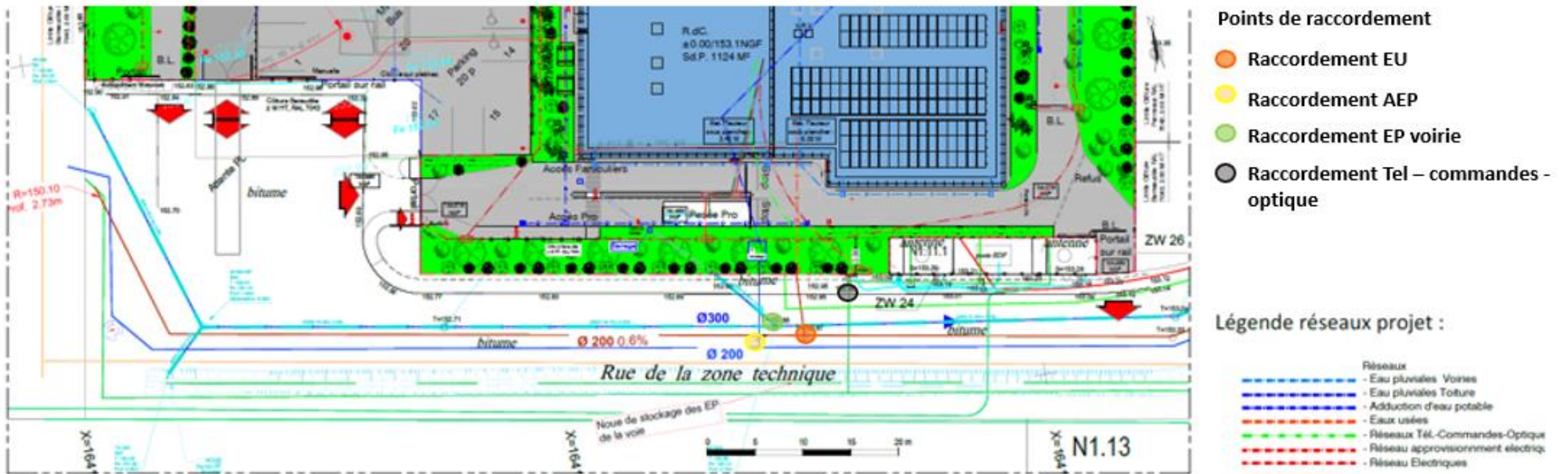


5.6/ Raccordements aux réseaux d'alimentation et d'assainissement de la zone d'activités

La ZAC du Quartier de l'école Polytechnique met à disposition des exploitants des réseaux d'alimentation et d'assainissement des eaux usées le long de la Rue de la Zone Technique.

Ainsi les raccordements aux télécoms, à l'alimentation électrique aux EP, AEP et EU sont projetés au droit sud de la parcelle d'implantation.

Figure 18 : Extrait du plan des raccordements aux réseaux du projet



Par ailleurs, il est à noter la présence d'un poteau incendie situé Avenue de la Vauve à une distance de 40 m environ au sud-ouest de la parcelle. Ses caractéristiques techniques sont précisées ci-dessous :

Figure 19 : Caractéristiques du poteau incendie au sud-ouest du site de l'implantation

DESIGNATION PRECISE DE L'OUVRAGE

Emplacement du poteau : Avenue de la Vauve - Palaiseau

Numéro du poteau incendie : 259

Marque, type du poteau : Bayard Saphir Dn100

Performance hydraulique de l'appareil	Relevés constatés
Pression statique (en bar)	5,5
Débit relevé à 1 bar (en m³/h)	243
Débit à gueule bée (en m³/h)	231
Diamètre de la canalisation d'alimentation (en mm)	180

Figure 20 : Position et distance du poteau incendie (à 40 m de la limite du projet)



Chapitre 2 Présentation du projet

1/ Principe général des déchèteries et ressourceries

La déchèterie est un espace qui a pour vocation d'assurer la collecte et le tri des déchets apportés par les particuliers et les professionnels producteurs de déchets. Les usagers déposent eux-mêmes les déchets dans les alvéoles ou les conteneurs appropriés. Quant aux professionnels en véhicule utilitaire, ils passent par un pont bascule afin de peser la quantité de déchets qu'ils vont déposer.

La ressourcerie permet la valorisation des objets réemployables laissés par les usagers. Ces objets sont triés, stockés, nettoyés, remis en état avant d'être réexpédiés vers un lieu de vente sur le territoire de la collectivité. Son objectif est d'agir concrètement sur la diminution de la production de déchets. Elle permet également la sensibilisation du grand public grâce aux ateliers pédagogiques qui seront organisés, ainsi que l'insertion professionnelle des agents en contrats d'insertion.

2/ Organisation générale du site projeté

2.1/ Implantation des unités fonctionnelles

Le site se décompose en plusieurs unités fonctionnelles :

Pour la déchèterie :

- Une zone extérieure de dépôts des déchets pour les usagers
- Une aire d'exploitation
- Une zone de pesée
- Des locaux sociaux et bureaux
- Un parking usagers et personnels

Pour la ressourcerie :

- Des ateliers
- Des espaces de stockages (réserves)
- Des locaux sociaux
- Un espace de vente
- Un parking visiteurs
- D'une toiture végétalisée

La conception de l'atelier de la ressourcerie permet les différentes opérations de tri, nettoyage, remise en état, réparation, démantèlement, ou encore de valorisation

créative (surcyclage/upcycling) des éléments récupérés (exemple : meubles, objets électriques et électroniques, vaisselle, livres, vêtements, matériaux, etc...).

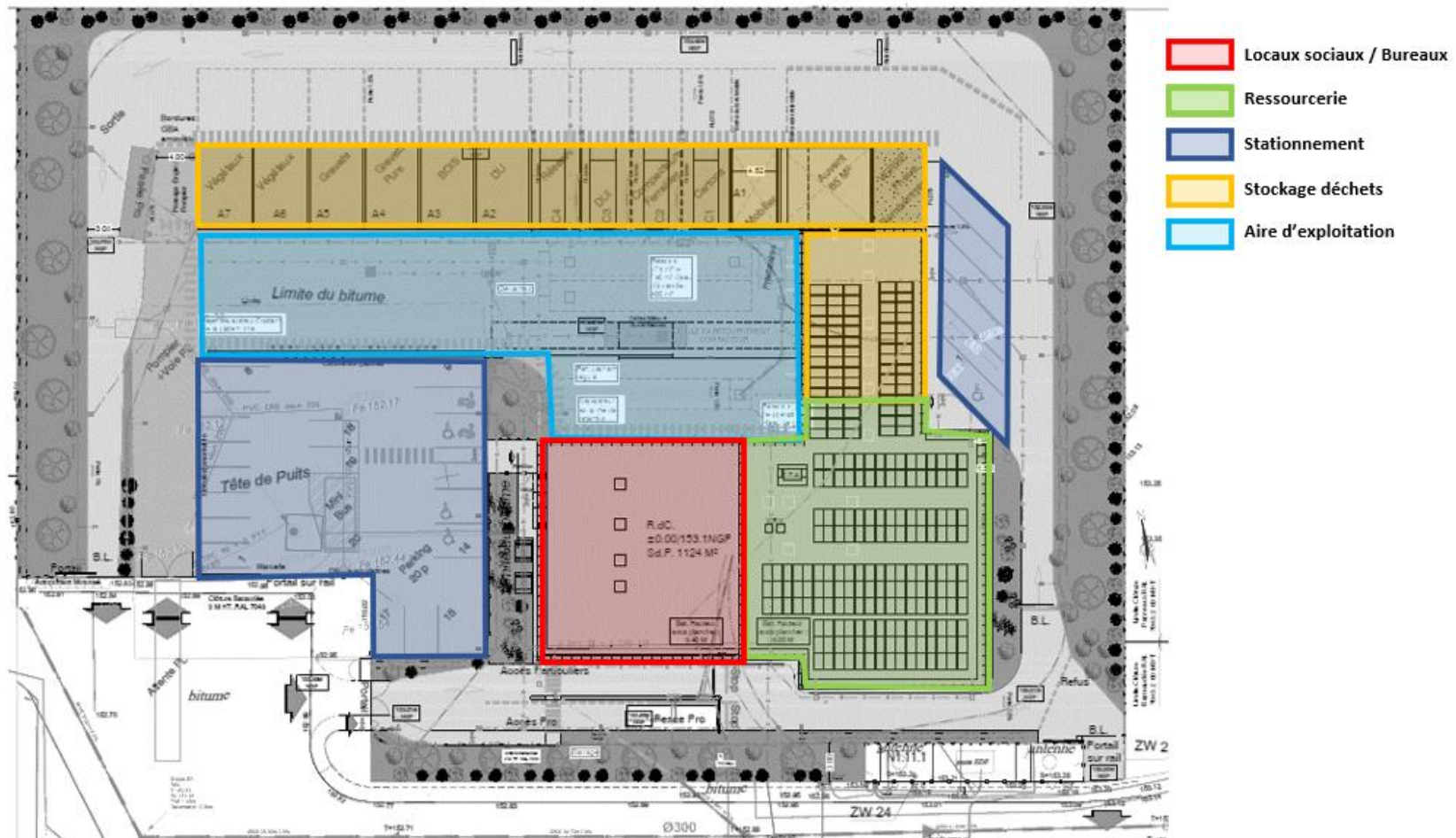
Aucun objet n'est récupéré de la déchèterie pour les activités de la ressourcerie. Les objets destinés à la recyclerie sont collectés à l'entrée du site, sous l'auvent dédié. Ils deviennent des déchets dès lors qu'ils sont déposés dans les compacteurs et les casiers. A ce stade, comme tout déchet à cet endroit, aucun de ces éléments ne pourra être valorisé en recyclerie.

Ainsi, le site ICPE disposera de :

- 7 alvéoles de stockage (91,3 m³) des déchets dont 1 couverte (76,6 m³).
- 4 compacteurs (30m³)
- Un auvent pour abriter les déchets
- Un pont bascule
- D'un bâtiment comprenant les locaux de la déchèterie et de la ressourcerie
 - Un point d'accueil des usagers
 - Un ensemble de locaux sociaux et de gardiennage (vestiaires, douches...)
 - Un local de stockage des déchets dangereux
 - Un local de stockage des déchets électriques et électroniques
 - Une zone de stockage des objets de la ressourcerie
 - Une zone de tri, de nettoyage et d'identification
 - Des ateliers
 - Des bureaux
 - Un local technique
- Des voiries et zones de stationnement
- Des dispositifs de gestion des eaux pluviales et incendie
- Des aménagements extérieurs (espaces verts)
- D'une toiture végétalisée

Le plan masse suivant localise les principaux aménagements liés aux activités de collecte des déchets et de la ressourcerie (le plan masse est joint en Annexe 3).

Figure 21 : Plan masse du projet



2.2/ Accès au site

L'accès à la déchèterie-ressourcerie, en dehors des personnels d'exploitation, est réservé à toute personne répondant aux conditions particulières indiquées ci-dessous :

- Les habitants particuliers, résidant sur le territoire du SIOM de la Vallée de Chevreuse, agissant dans le cadre de leurs activités domestiques
- Les professionnels, type artisans/commerçants, des très petites entreprises (TPE), dont le siège social se trouve sur le territoire du SIOM
- Les services techniques des communes du SIOM
- Les établissements d'enseignement supérieur du territoire du SIOM
- Les services de police et de gendarmerie, les pompiers.

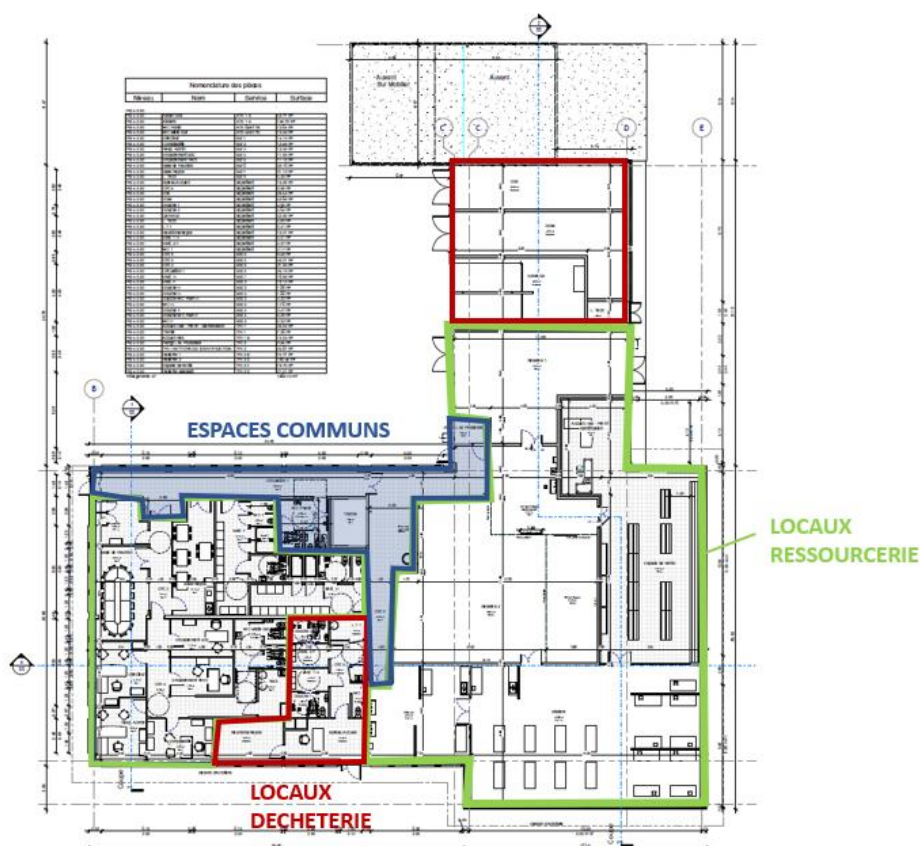
Toutes les personnes ne faisant pas partie de la liste ci-dessus seront systématiquement refusées sur le site.

Les personnels d'entreprises mandatées par l'exploitant pour effectuer des travaux sur site auront accès au site dans le cadre de leurs missions.

2.3/ Interactions entre les unités

Les interactions entre la déchèterie et la ressourcerie se limitent au partage des espaces de parking à l'ouest et à l'est du bâtiment. Des couloirs sont communs au sein du bâtiment pour permettre aux usagers de la déchèterie de se rendre à la recyclerie.

Figure 22 : Organisation des espaces communs

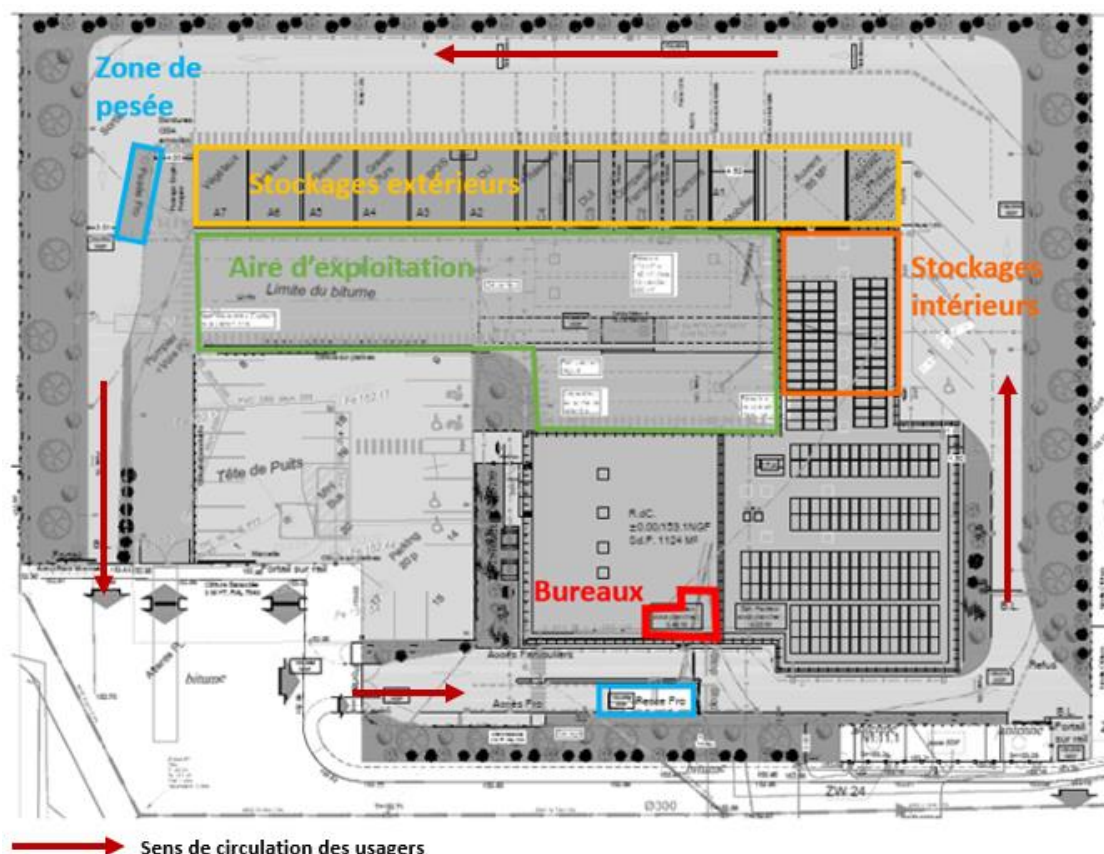


3/ Organisation et fonctionnement de la déchèterie

3.1/ Organisation spatiale

La déchèterie se décompose entre les espaces de stockage de déchets extérieurs (déchets non dangereux), et intérieurs (DEEE et DDM), les locaux sociaux et bureaux, la zone de pesée et l'aire d'exploitation de la façon suivante :

Figure 23 : Organisation spatiale de la déchèterie



3.2/ Modalités de fonctionnement

L'entrée des usagers et des professionnels se fait par le sud de la parcelle (voir Figure 23 : Organisation spatiale de la déchèterie). La voie se sépare ensuite en deux bornes d'accès : la borne "particulier qui longe le bâti, pour permettre le contrôle par les agents de la déchèterie, et la borne professionnel qui dispose d'une zone de pesée.

3.2.1/ Fonctionnement pour les particuliers

Les usagers entrent dans le site par l'accès destiné aux particuliers au sud et se rendent au point de contrôle. Ils contournent ensuite le bâtiment pour atteindre les bennes et les alvéoles accessibles par voie piétonne ou en se garant sur les marquages dédiés. La sortie du site se fait par un accès différent de l'entrée au sud du site, afin d'éviter les problèmes de circulation.

3.2.2/ Fonctionnement pour les professionnels

Les véhicules des professionnels sont pesés à l'entrée (en charge) et à la sortie (à vide), les apports de déchets sont donc connus avec précision. Le système de pesée est régulièrement contrôlé par les organismes de contrôle compétents.

Le site dispose de l'espace suffisant pour garantir des manœuvres de déchargement en toute sécurité. Le déversement du chargement s'effectue sous contrôle du chef de chantier chargé notamment de veiller au respect des consignes d'hygiène et de sécurité et de vérifier la conformité des apports.

3.2.3/ Modalités d'enlèvement des déchets

Une évaluation à titre indicative a été réalisée pour déterminer le nombre de passages des véhicules enlevant les déchets sur le site de la déchèterie. Elle est synthétisée dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Rotations des véhicules assurant l'enlèvement des déchets sur la déchèterie

FLUX	Tonnes/an	Véhicule	Tonnes/tour	nb tours/an	nb tours/hebdo
Déchets incinérables	430	Ampliroll	6,00	71,67	1,38
Cartons	100	Ampliroll	4,00	25,00	0,48
Ferrailles	290	Ampliroll	5,60	51,79	1,00
Total Camion Ampliroll	820	Ampliroll		148,45	2,85
Déchets non-incinérables	1 330	Semi-FMA	19,00	70,00	1,35
Déchets verts	680	Semi-FMA	11,00	61,82	1,19
Bois	410	Semi-FMA	12,00	34,17	0,66
Total semi-FMA	2 420	Semi-FMA		165,98	3,19
Gravats purs	1 960	Semi-TP	24,00	81,67	1,57
Gravats impurs	960	Semi-TP	19,00	50,53	0,97
Total semi-TP	2 920	Semi-TP		132,19	2,54

Il est prévu environ 10 enlèvements par semaine.

Ces rotations permettent d'assurer qu'aucun contenant de déchets ne déborde et d'éviter tout risque d'accident pour les usagers et les agents dans l'enceinte de la déchèterie.

Concernant la ressourcerie, la durée maximale d'entreposage des produits destinés au réemploi sera de 3 mois. Au-delà, ces produits seront évacués.

3.2.4/ Organisation des moyens humains

L'agent de la déchèterie :

L'agent de la déchèterie est doté des missions suivantes :

- Accueillir les usagers et réaliser le contrôle d'accès
- Estimer la quantité de déchets apportés
- Vérifier la conformité des produits apportés
- Conseiller et orienter les usagers pour le déchargement des déchets et le cas échéant réorienter vers l'espace ressourcerie (selon état du produit)
- S'assurer que le dépôt des apports se fait à l'endroit adéquat
- Contrôler le taux de remplissage des contenants, compacteurs et alvéoles
- Assurer le nettoyage et le maintien de la propreté du site et de ses abords
- Faire respecter le règlement intérieur et les règles de circulation
- Faire respecter l'interdiction de chiffonnage (récupération de matériaux ou de déchets susceptibles d'être utilisés ou revendus)
- Tenir à jour les registres conformément à la réglementation en vigueur (registres des déchets entrant et sortant, incident...), et cahiers d'exploitation relatant tous les événements qui surviennent sur la déchèterie
- Gérer la circulation et optimiser le temps d'attente des véhicules,

- Coordonner le compactage et les évacuations des déchets, procéder aux demandes d'enlèvements
- Charger des semi-FMA et les semi-TP
- Éditer la facture

Les agents d'accueil :

Ils sont présents sur le site du lundi au samedi de 8h45 à 18h00, le dimanche et certains jours fériés de 8h45 à 13h00. Le nombre d'agents d'accueil par tranche horaire est explicité par le tableau suivant :

Tableau 7 : organisation des agents d'accueil sur le site de la déchèterie recyclerie

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
9h – 17h45	1	1	1	1	1	3	
9h – 15h	1	1	1	1	1		
11h45– 17h45	1	1	1	1	1		
9h – 12h45							3

Le nombre d'agents d'accueil correspond à 5,11 ETP. Trois tâches leur sont attribuées : l'accueil à l'entrée du site, la charge de la zone d'exploitation et la charge de la gestion des apports payants.

La ressourcerie comportera entre 8 et 10 agents d'accueil du secteur associatif.

3.3/ Déchets accueillis et tonnages prévisionnels

Le site accueillera les déchets suivants :

- Les encombrants ou divers non recyclables incinérables,
- Les encombrants ou divers non recyclables non incinérables,
- Les déchets d'ameublement,
- Les gravats,
- Les déchets végétaux,
- Les déchets de bois,
- La ferraille,
- Les cartons,
- Le verre,
- Les huiles végétales,
- Les huiles minérales,
- Les Déchets Dangereux des Ménages (dont notamment peintures, acides, bases, solvants, piles, batteries, cartouches d'imprimantes, tubes fluorescents, aérosols, emballages vides souillés, produits phytosanitaires) pris en charge par la filière de responsabilité élargie du producteur.
- Les Déchets Dangereux non assimilés aux déchets des ménages (dont notamment peintures, acides, bases, solvants, piles, batteries,

cartouches d'imprimantes, tubes fluorescents, aérosols, emballages vides souillés, produits phytosanitaires) non pris en charge par la filière de responsabilité élargie du producteur.

- Les Déchets d'Équipement Electriques et Electroniques (Petit appareil électroménager, Ecrans, Froid, Hors froid),
- Néons et lampes,
- Piles et accumulateurs,
- Batteries,
- Bouteilles de gaz,
- Extincteurs,
- Pneumatiques,
- Textiles,
- Les objets réutilisables dans le cadre de la ressourcerie.

Les catégories de déchets refusés sur la déchèterie sont :

- Les éléments entiers de voiture, de camion ou d'engin
- Les ordures ménagères
- Les cadavres d'animaux
- Les produits dangereux, toxiques, inflammables corrosifs ou instables non listés précédemment,
- Les produits explosifs ou radioactifs
- Les déchets anatomiques ou à risque infectieux
- Les déchets putrescibles tels (à l'exception des déchets verts)
- Les bâches plastiques
- L'amiante lié (amiante-ciment)
- Les médicaments
- Amiante libre.

L'étude de faisabilité pour la réalisation de la déchèterie a permis d'évaluer les tonnages susceptibles d'être accueillis sur le nouveau site.

Tableau 8 : Tonnages prévisionnels 2030 de la déchèterie

Flux (tonnes par an)	Quantités prévisionnelles 2030 hors professionnels	Quantités prévisionnelles 2030 avec professionnels
Encombrants incinérables	340	430
Encombrants non-incinérables	1 010	1 330
Gravats	1 720	2 920
Déchets verts	330	680
Bois	300	410
Ferrailles	190	290
Cartons	90	100
Mobilier	210	220
DEEE	220	230
DDS REP	60	60
DDS hors REP	40	60
TOTAL	4 420	6 630

* DEEE : Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques

* DDS REP : Déchets Diffus Spécifiques inclus dans la filière à Responsabilité Elargie des Producteurs.

Une estimation des quantités maximales de déchets possiblement présentes sur le site a été effectuée en s'appuyant sur les capacités disponibles au sein de l'installation :

Tableau 9 : Quantité maximales de déchets stockés au sein de la déchèterie.

Type de déchets/ objets	Type de stockage	Volumes de stockages susceptibles d'être présents (m3)	Tonnages prévisionnels susceptibles d'être présents (t)
Déchets non dangereux			
DEA	Alvéole A1	76,6	
Carton	Compacteur C1	30	
Ferailles	Compacteur C2	30	
DUI	Compacteur C3	30	
Résine	Compacteur C4	30	
DU non incinérable	Alvéole A2	91,3	
Bois	Alvéole A3	91,3	
Gravats purs	Alvéole A4	91,3	
Gravats en mélange	Alvéole A5	91,3	
Végétaux	Alvéole A6	91,3	
Végétaux (secours)	Alvéole A7	91,3	
Textiles/chaussures/vêtements	1 borne	3,00	
Verre	2 bornes	6,00	
Nespresso	1 bac 660L	0,66	
Pneu	20 pneus sur 2 racks	0,91	
Huiles alimentaires	2 fûts 120L 120L	0,24	
Radiographies	1 bac spécifique	0,06	
Déchets dangereux			
Peinture et pâtes	7 CP et 10 caisses max		1,32
Solvant			
Tissus souillés ou contenants vides de DD			
Acides/bases			
Solvants			
Produits combustibles			
Pesticides, engrais, autres produits de jardinage			
Produits non identifiés			
Aérosols			
PAM	3 caisses-palette		0,50
Ecran	2 caisses-palette		0,48
Froid	5 au sol		0,88
Hors froid	5 au sol		0,38
Radiographies	1 bac spécifique		0,01
Huiles de vidange	1 borne aérienne avec rétention intégrée		0,80
Bidon vide huile de vidange	1 CP 660L		0,07
Piles	1 fût 240 L		0,29
Batteries	1 CP		0,63
Ampoules/néons	2 CP 660L + 1 carton 120L		0,72
Cartouches d'imprimantes/toners	2 caisses 60 L		0,02
Extincteurs	1 caisse-palette		0,16
Bouteilles de gaz	12 bouteilles 13kg		0,16
TOTAL		755,2	6,39

Rubrique	2710-1.b	2710-2.a
Classement	DC	E

3.4/ Conditions d'accueil des déchets

Les usagers ont à leur disposition 7 alvéoles et 4 compacteurs pour déposer les déchets non dangereux. Les déchets dangereux sont déposés par les agents de la déchèterie dans les locaux intérieurs sur des étagères ou des caisses-palettes. Le détail des contenants et de leur volume est présenté ci-après :

Tableau 10 : Récapitulatif des contenants et des capacités de stockage de la déchèterie

Type	Contenant	Contenance (m3)
LOCAL DDS		
Peinture et pâtes	Caisse sur étagères ou caisse-palette sur roulette	4,62
Solvant		0,65
Tissus souillés ou contenants vides de DD		
Acides/bases		
Solvants		
Produits combustibles		
Pesticides, engrais, autres produits de jardinage		
Produits non identifiés		
Aérosols		
LOCAL DEEE		
PAM	Caisse-palette	1,98
Ecran	Caisse-palette	1,32
Froid	Frigo 150-200kg	
Hors froid	Machine à laver et four en 50-100kg	
SOUS/PROCHE AUVENT		
Textiles/chaussures/vêtements		3,00
Verre	Borne d'apport volontaire	6,00
Nespresso	Bac 660L	0,66
Pneu		0,91
Huiles alimentaires	fût 120L	0,24
Radiographies	Bac spécifique	0,08
Huiles de vidange	Borne aérienne	1,00
Bidon vide huile de vidange	CP	0,66
Piles	Collecteur agréé (300kg max)	0,24
Batteries	1 caisse-palette	0,66
Ampoules/néons	Collecteur agréé pour les ampoules et 2 CP pour les néons	1,44
Cartouches d'imprimantes/toners	Caisses 60 L	0,12
Extincteurs	1 caisse-palette	0,66
Bouteilles de gaz	1 caisse-palette ou 1 casier	0,66
EXTERIEURS		
DEA	Alvéole A1	76,6
Carton	Compacteur C1	30
Ferailles	Compacteur C2	30
DUI	Compacteur C3	30
Réserve	Compacteur C4	30
DU non incinérable	Alvéole A2	91,3
Bois	Alvéole A3	91,3
Gravats purs	Alvéole A4	91,3
Gravats en mélange	Alvéole A5	91,3
Végétaux	Alvéole A6	91,3
Végétaux (secours)	Alvéole A7	91,3

3.5/ Horaires de fonctionnement

Les heures d'ouverture au public seront les suivantes :

- De 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h30, du lundi au vendredi,
- De 9h00 à 17h30 le samedi,
- De 9h00 à 12h45 le dimanche et les jours fériés ouverts.

La déchèterie-ressourcerie sera fermée les : 1er janvier, 1er mai, 14 juillet, 15 août, et 25 décembre.

Le dernier accès à la déchèterie s'effectue 10 minutes avant la fermeture.

En dehors des heures d'ouverture, la plateforme n'est pas accessible au public.

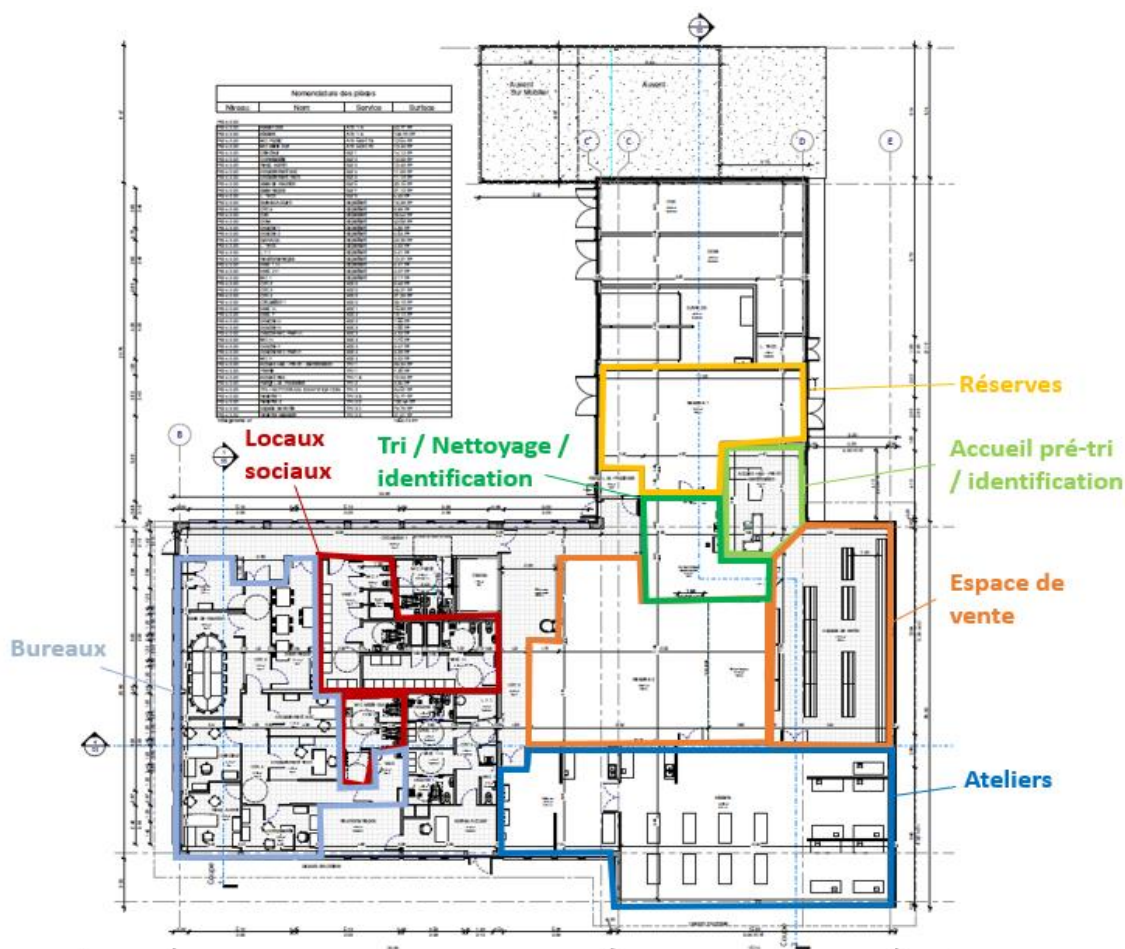
Le site comprend un système de surveillance vidéo avec un système d'astreinte régionale de Veolia Ile-de-France 24h/24 et 7j/7, avec un dispositif anti-intrusion associé.

4/ Organisation et fonctionnement de la recyclerie

4.1/ Organisation spatiale

Les espaces dédiés à la recyclerie sont organisés de la manière suivante :

Figure 24 : Organisation spatiale de la recyclerie



4.2/ Modalités de fonctionnement

La recyclerie regroupera différents types d'activités :

- Une activité de réemploi : qui englobe les parties réception, tri, réparation, conditionnement, stockage,
- Des activités pédagogiques : qui englobent la sensibilisation des visiteurs, la communication, les ateliers à réaliser avec les visiteurs.

Les usagers déposent les réemployables au niveau du hall d'accueil de pré-tri. Si les objets sont considérés comme réellement réemployables, ils sont recensés, nettoyés, remis en état dans les ateliers, puis disposés soit dans l'espace de vente soit stockés dans la réserve.

4.3/ Horaires de fonctionnement

L'accueil des usagers sera assuré du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h à 17h30, le samedi de 9h à 17h30 et le dimanche et certains jours fériés de 9h à 12h45. La déchèterie-ressourcerie est fermée les : 1er janvier, 1er mai, 14 juillet, 15 août, et 25 décembre.

5/ Synthèse des surfaces

Les principales surfaces à retenir sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 11 : Bilan des surfaces du projet

Types de surface	Superficies (m ²)
DECHETERIE	
Espaces stockage déchets (alvéoles, compacteurs et auvent)	204
Local DEEE	43
Local DDS	51
Garage engin	30
Locaux sociaux	72
Bureaux	44
Gardiennage	40
RECYCLERIE	
Zone de tri/nettoyage/identification	250
Zone de stockage pour le emploi	190
Ateliers	200
Locaux sociaux	102
Bureaux	70
Locaux techniques	30
COMMUN AUX DEUX ACTIVITES	
Voirie et parking (enrobé ou béton)	4643
Espaces verts (pelouse)	1657
TOTAL	7626

6/ Gestion des eaux

6.1/ Alimentation en eau potable

Le site est desservi par le réseau AEP comme décrit dans le paragraphe 5.6 / du chapitre 1 de ce document. La consommation en eau potable est estimée à 450 m³ annuel. Cette estimation est basée sur les hypothèses suivantes :

- Effectifs de la déchetterie : 3 opérateurs en semaine (260j/an) et 2 le week-end (104j/an)
- Effectifs de la ressourcerie : 10 personnes en semaine
- Effectifs lors des animations de la ressourcerie (12j/an) : 25 personnes
- Douche : 50L/pers/j
- Sanitaires : 12L/pers/j
- Sanitaires lors des animations : 6L/pers/j

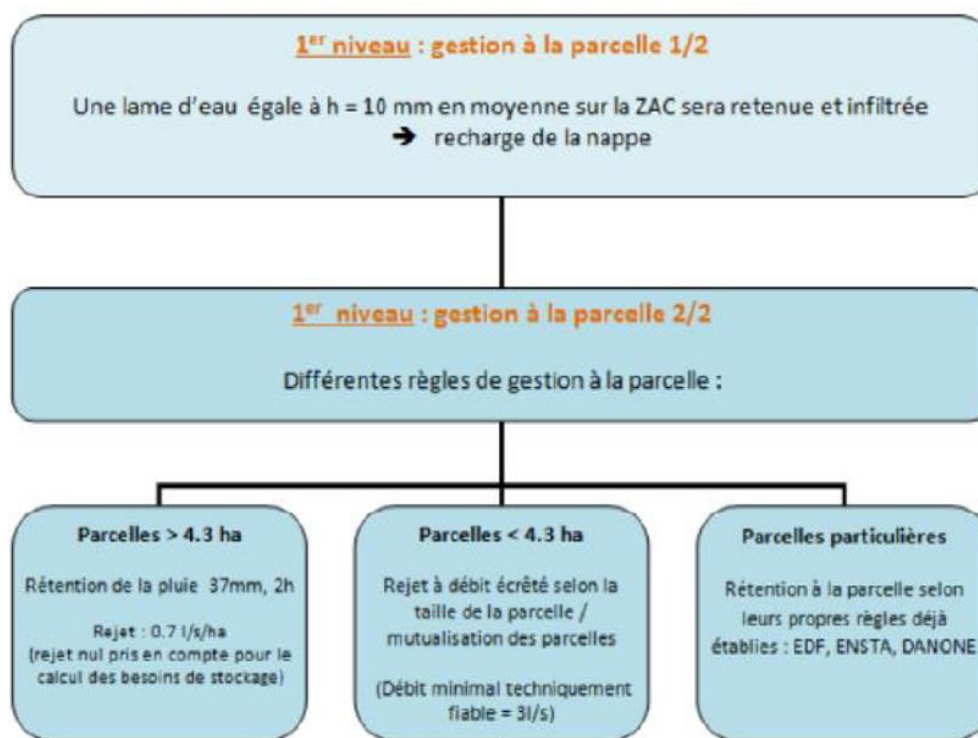
6.2/ Gestion des eaux pluviales

Les eaux propres, issues des toitures, et les eaux souillées, issues des voiries et des parkings, font l'objet d'une collecte séparée.

6.2.1/ La réglementation de la ZAC

La gestion des eaux pluviales n'est pas réglementée par le PLU de Saclay, mais par le règlement de la ZAC, dans sa fiche de lot :

Figure 25 : réglementation sur la gestion des eaux pluviales de la ZAC du Quartier de l'Ecole Polytechnique (source : fiche particulière de lot N1.9)



Conformément aux dispositions prévues par la fiche de lot établie par l'établissement public d'aménagement Paris-Saclay relative à la parcelle, cette dernière ayant une superficie inférieure à 4,3 ha, le SIOM dispose d'une autorisation de rejet 1l/s du fait que ce débit soit géré et limité par une pompe de refoulement avec contrôle par débitmètre.

De plus, le projet doit respecter un objectif de rétention de la pluie 20 ans de durée de 2 heures égal à 37 mm, avec une limitation de rejet théorique de 0,7 l/s/ha.

6.3/ Estimation des rejets en eaux pluviales

D'après l'étude sur la gestion des eaux pluviales transmise en PS 2 de ce dossier ICPE, le volume de la pluie vicennale à mettre en rétention (sans infiltration) serait de 300 m³ en prenant en compte un débit de fuite de 1l/s.

Le volume infiltrant, estimé à 58 m³, ne pouvant pas être infiltré complètement sur la parcelle du projet, disposera d'une rétention séparée dans le réservoir des EP toitures, pour utilisation en ~~eau de lavage des sols et d'arrosage~~.

6.3.1/ Estimation des quantités en eaux d'extinctions

Concernant la rétention des eaux d'extinctions, le projet doit se conformer à la réglementation du D9. Ainsi, l'estimation du stockage nécessaire des eaux d'incendie s'élève à 181 m³ en tenant compte de l'ensemble des surfaces imperméabilisées (6074 m²). La surface de la zone de forage étant peu susceptible de recevoir les eaux d'extinctions du bâtiment ou des alvéoles, pourrait être déduite à 171 m³ (à ce stade, le besoin considéré est de 181 m³).

6.3.2/ Rétentions

Le projet final devra contenir ces volumes de 481 m³ (300 m³+181 m³) dans une solution validée par les autorités compétentes. Dans la conception du projet, il est décidé d'opter pour trois réservoirs dont deux de 180 m³ et un de 140 m³, pour un total de 500 m³.

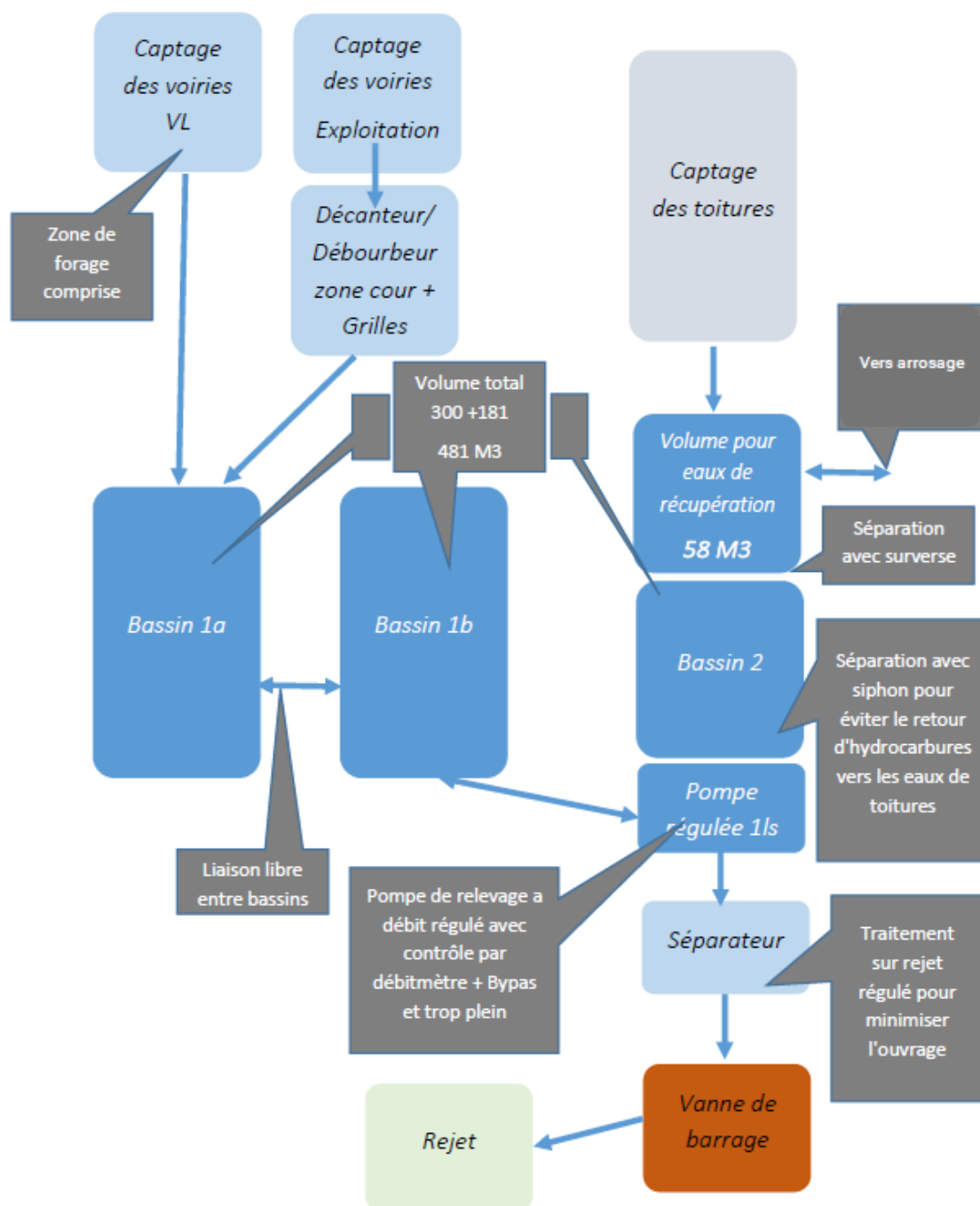
Le dernier réservoir est séparé en deux parties pour contenir d'un côté la part des eaux pluviales en provenance des toitures qui pourra être utilisée pour le nettoyage et l'arrosage des espaces verts (58 m³ correspondants aux 10 premiers millimètres de pluie ne pouvant être infiltrés compte tenu des caractéristiques de la parcelle et de l'activité), et de l'autre le reste des eaux pluviales en vase communiquant avec les deux premiers stockages enterrés.

6.3.3/ Synoptique

Les eaux pluviales des voiries et celles des toitures bénéficient d'un traitement différencié. Les premières eaux pluviales des voiries côté exploitation sont traitées par l'intermédiaire d'un débourbeur avant de rejoindre les autres eaux de voiries dans les réservoirs enterrés. Les eaux des toitures, sont récupérées dans un réservoir indépendant et peuvent être utilisées sur site, pour l'arrosage ou le lavage des sols. Ensuite, l'ensemble des eaux, les eaux des voiries et les eaux des toitures en cas de surplus, s'écoulent dans un séparateur afin de piéger les hydrocarbures présents, avant d'être rejeté au réseau public à un débit régulé (1 l/s).

Les rejets sont dirigés vers la station d'épuration de Valenton (à 20 km à l'Est de Saclay) via le réseau intercommunal. L'exploitant se chargera d'établir une convention avec le syndicat en charge de la gestion de la STEP, le SIAVB (Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre).

Figure 26 : Synoptique de la gestion des eaux pluviales sur la parcelle du projet



Une analyse de la conformité du projet vis-à-vis du SDAGE 2022-2027 Seine-Normandie est disponible en PJ n°12 du dossier.

7/ Réglementation applicable

7.1/ Installations Classées pour l'Environnement

Comme précisé, l'installation projetée relèvera du régime de l'enregistrement, selon la rubrique 2710 sur les installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Le tableau suivant présente les rubriques ICPE qui concernent le projet.

Tableau 12 : Rubriques ICPE susceptibles de concerner le projet (source : Aida Ineris)

Rubrique - Intitulé		Installation	Régime projeté
2710.1	Collecte de déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 tonnes b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	Quantité de déchets dangereux s'élevant à 6,39 tonnes.	DC
2710.2	Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³ b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Volume de déchets non dangereux est estimé à 755,2 m ³ .	E

Il est à noter que **le site ne relèvera ni de la nomenclature IED ni de la rubrique 1435**. En effet, bien que le site prévoie une cuve à carburant à destination des engins d'exploitation (hors sol, dans le local de l'atelier), celle-ci présente une capacité de 400 L et n'excède pas les quantités concernées par la réglementation.

Le projet devra respecter les prescriptions générales des arrêtés ministériels relatifs aux rubriques de la nomenclature des ICPE concernées, notamment :

- **Arrêté du 27 mars 2012** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).
- **Arrêté du 26 mars 2012** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

7.2/ Rubriques loi sur l'eau (IOTA)

Le projet ne prévoyant pas d'infiltration, il n'est pas concerné par la réglementation IOTA.

Toutefois l'Etablissement Public d'Aménagement Paris-Saclay dispose d'un arrêté préfectoral autorisant la réalisation du projet d'aménagement de la ZAC du quartier

de l'Ecole Polytechnique (AP N°2013.PREF.DRCL/BEAPFI/SSPILL/479 du 07 octobre 2013).

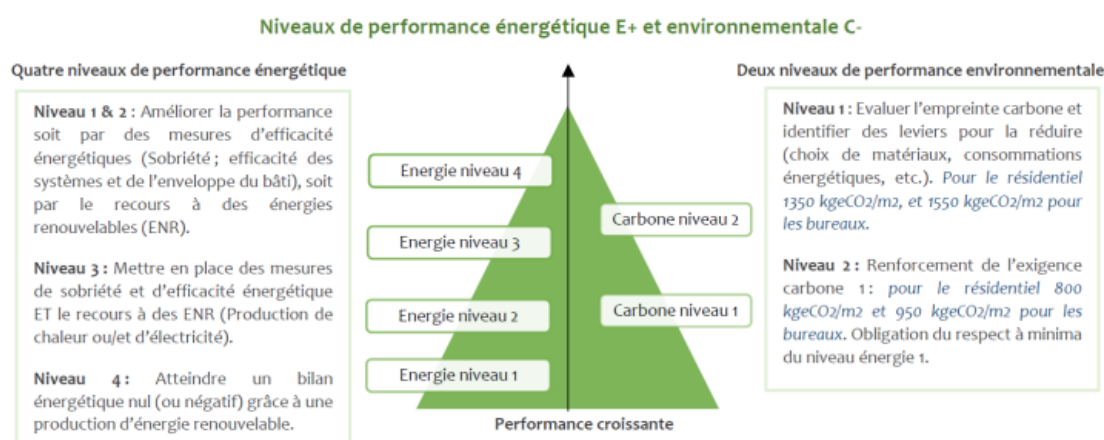
Les prescriptions de cet arrêté ont été prises en compte dans le projet.

8/ Certification environnementale

Le projet s'inscrit dans une démarche environnementale labellisée E+C- qui atteste du niveau de performance énergétique et environnemental d'un bâtiment neuf.

E+C-, pour « énergie plus, carbone moins », est un label réglementaire créé en 2016 dont le but est de parvenir à généraliser les bâtiments à énergie positive ayant une empreinte carbone la plus réduite possible, de la conception à la démolition.

Figure 27 : Définition des niveaux de performance du label E+C- (source : Cee ACTEE)



Le projet du SIOM **respectera les seuils E4C1** de la certification. « Energie 4 » signifie que le bilan énergétique du bâtiment est nul et qu'il contribue à la production d'énergie renouvelable à l'échelle du quartier. « Carbone 1 » garanti une limite d'émission de gaz à effet de serre à 1550 kgCO₂ eq/m².

Un ensemble de mesures sont prises dans le bâti pour permettre au projet d'atteindre ces objectifs :

- Des panneaux solaires photovoltaïques (installés sur le toit du bâtiment, côté ressource) dont la production envisagée s'élève à 100 kWc
- Pour la climatisation, un fluide frigorigène R-32 peu toxique et avec un indice GWP (Global Warming Potential) faible $I_{GWP} = 675$
- Une commande de l'éclairage par détection d'absence et de présence
- Une ventilation des locaux sociaux autoréglable
- Une bonne isolation du bâti
- Des surfaces vitrées importantes pour favoriser l'éclairage naturel.

Grâce à ces mesures, les émissions sont évaluées à 3 kg eqCO₂/an.m² (calcul du niveau de performance par une étude de la consommation RT2012).

9/ Réglementation ERP

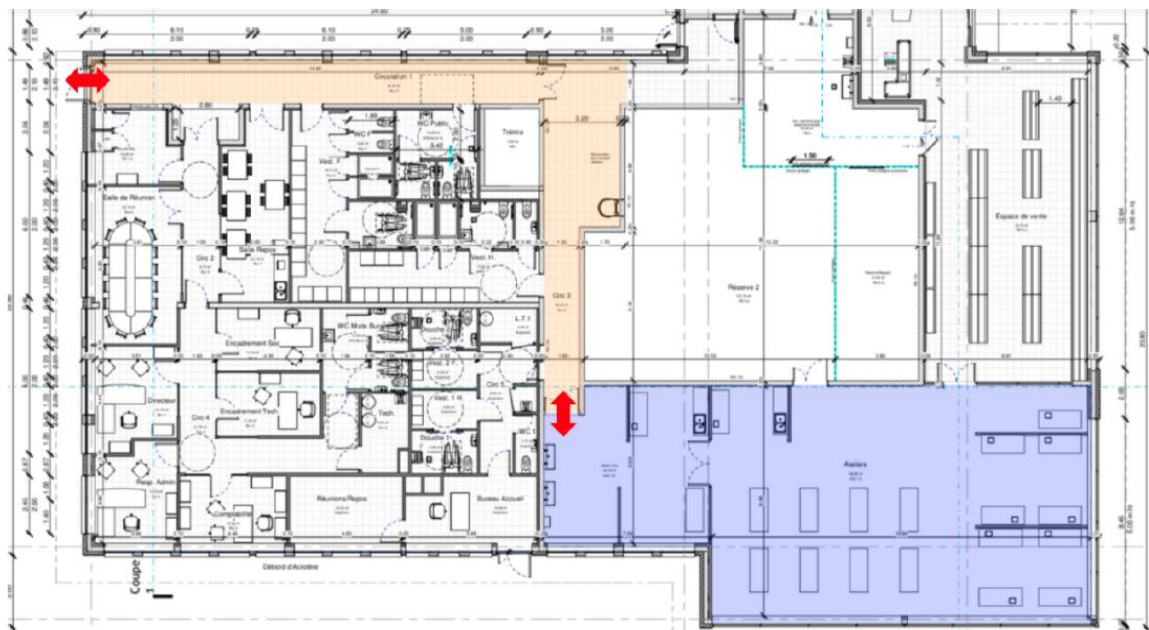
Les locaux de la ressourcerie sont susceptibles d'accueillir des visiteurs à des fins de formation, ce qui n'est pas le cas de la déchèterie. A ce titre, le bâtiment bénéficiera d'un classement au regard de la réglementation ERP en 5^{ème} catégorie. Ce classement est intégré dans la conception du projet.

Le projet est déclaré comme un établissement unique avec les sous catégories suivante :

- Zone ressourcerie magasin type M activité permanente
- Zone ressourcerie polyvalente type M activité permanente
- Zone Atelier Stage type R activités secondaire
- Zones extérieure IOP circulations libres sans bâtiment
- Zone d'activités VEOLIA classées ICPE
- Zones privées ERT

L'installation dispose d'un parcours pédagogique, constitué d'un circuit de visite dont le point de départ se situe en façade Ouest du bâtiment. L'accès des usagers, stationnés sur le parking de la plateforme de forage, conduit à un couloir de visite qui traverse l'aile Sud du bâtiment et débouche sur les ateliers de la ressourcerie.

Figure 28 : Accès et localisation du circuit de visite



Sur les trois types d'activités exercées par la ressourcerie, l'estimation du nombre de visiteurs s'élève à 25 personnes par jour.

Chapitre 3 Evaluation des incidences environnementales

1/ Milieux naturels, biodiversité et paysages

L'étude d'inventaire faune-flore initiale de 2012, réalisée par la société ARTELIA pour la ZAC du Quartier de l'Ecole Polytechnique, est complétée par un rapport de suivi environnemental de 2021, réalisé par le bureau d'études et de conseil en environnement et en géotechnique Confluences. Le rapport de cette étude a été publié en 2022. Ces 2 dossiers sont présentés au sein de la Pièce Supplémentaire PS N°3 du dossier.

Ces inventaires de 2012 et suivis ont été réalisés dans le cadre du dossier de demande de dérogation exceptionnelle de destruction et/ou déplacement d'espèces ou d'habitats d'espèces protégées en lien avec le projet de ZAC de Paris-Saclay de l'EPAPS (Etablissement Public d'Aménagement Paris-Saclay).

Suite au dépôt du dossier de demande de dérogation en octobre 2016, un Arrêté Préfectoral portant dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées a été délivré à l'EPAPS le 21 décembre 2012 dans le cadre du projet d'aménagement du quartier de l'Ecole Polytechnique à Palaiseau (Arrêté N°2012/DRIEE/132), considérant le projet de ZAC comme opération d'intérêt national, qui relève d'un intérêt majeur.

Les inventaires de 2021 ont été réalisés dans le cadre de l'obtention de cet arrêté afin de suivre les mesures compensatoires mises en place et l'évolution des espèces protégées. Ce suivi environnemental est réalisé annuellement à l'échelle de la ZAC.

1.1/ Milieux naturels

1.1.1/ « Zones naturelles d'intérêt reconnu »

Sous le terme de « zones naturelles d'intérêt reconnu » sont regroupés :

- **Les espaces inventoriés au titre du patrimoine naturel** : Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)...

On distingue deux types de ZNIEFF :

- ZNIEFF de type I : ce sont les zones surfaciques ou linéaires, de superficie limitée, définie par la présence d'espèces ou de milieux d'intérêt remarquable, caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional et particulièrement sensibles même à des aménagements limités.
- ZNIEFF de type II : recouvrant de grands ensembles naturels ou peu modifiés ou présentant des potentialités biologiques importantes, elles se distinguent de la moyenne du territoire régional environnant par leur contenu patrimonial plus riche et leur degré d'artificialisation plus faible. Elles intègrent souvent des ZNIEFF de type I.

- **Les périmètres de protection** : Réserves Naturelles Nationales (RNN), Réserves Naturelles Régionales (RNR), Arrêtés de Protection de Biotope (APB)...

Quatre « Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique » (ZNIEFF) de type 1 sont situées à moins de 5 km de la zone d'étude. Aucune Réserve Naturelle Nationale (RNN), ZICO ou ZNIEFF de type 2 ne sont présentes dans ce périmètre.

Tableau 13 : Zones naturelles d'intérêt reconnu (hors Natura 2000) à moins de 5 km de la zone d'étude (source : geoportail.fr)

Type de zone	Intitulé	Distance par rapport à la zone d'étude
ZNIEFF I	Etangs de Saclay	2,7 km
	Zone Humide de la Mare des Pins	2,8 km
	Zones inondables à Gif-Bures	4,3 km
	Parc du CNRS de Gif	4,4 km
ZNIEFF II	Forêt de Verrières	3,4 km

Figure 29 : Zones naturelles d'intérêt reconnu (hors Natura 2000) (Source : Géoportail)



- ZNIEFF type I,
- ZNIEFF type II

Le site n'est pas localisé au sein d'espaces protégés.

1.1.2/ Réseau Natura 2000

La Directive 92/43 du 21 mai 1992 dite « Directive Habitats » prévoit la création d'un réseau écologique européen, dénommé « Réseau Natura 2000 », et constitué de Zones Spéciales de Conservation (ZSC) et de Zones de Protection Spéciale (ZPS).

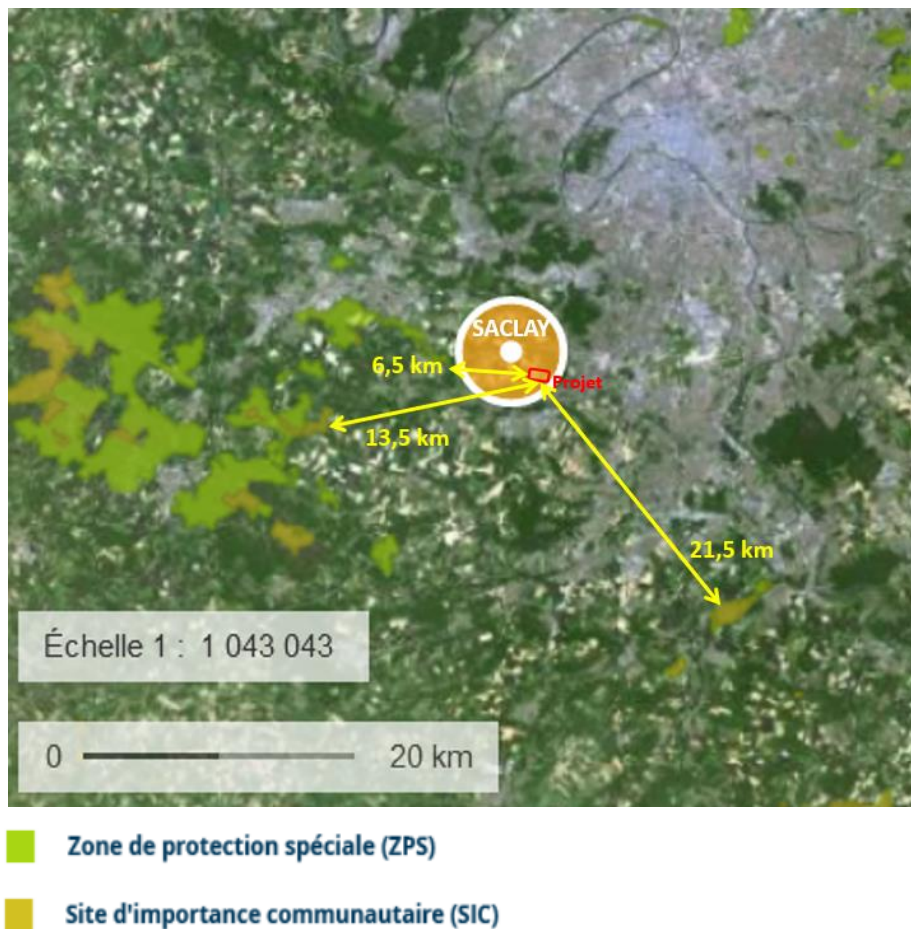
Les ZSC concernent les habitats naturels et les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire (hors avifaune). Elles sont désignées à partir des Sites d'Importance Communautaire (SIC) proposés par les États membres et adoptés par la Commission européenne, tandis que les ZPS sont désignées, en application de la Directive « Oiseaux », sur la base des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).

- ☐ **2 sites Natura 2000 sont présents dans un périmètre de 20 km autour de la zone d'étude :**
- Les tourbières et des prairies tourbeuses de la forêt d'Yveline (ZSC) ;
 - Le Massif de Rambouillet et zones humides proches (ZPS).

Tableau 14 : Sites Natura 2000 dans les environs de la zone d'étude

Type de zone	Intitulé	Distance par rapport à la zone d'étude
ZPS	FR1112011 - Massif de Rambouillet et zones humides proches (plusieurs zonages)	6,5 km à l'ouest
ZSC	FR1100803 – Tourbières et prairies tourbeuses de la forêt d'Yveline (plusieurs zonages)	15 km à l'ouest

Figure 30 : Réseau Natura 2000 à proximité du secteur d'étude (Source : Elcimaï Environnement)



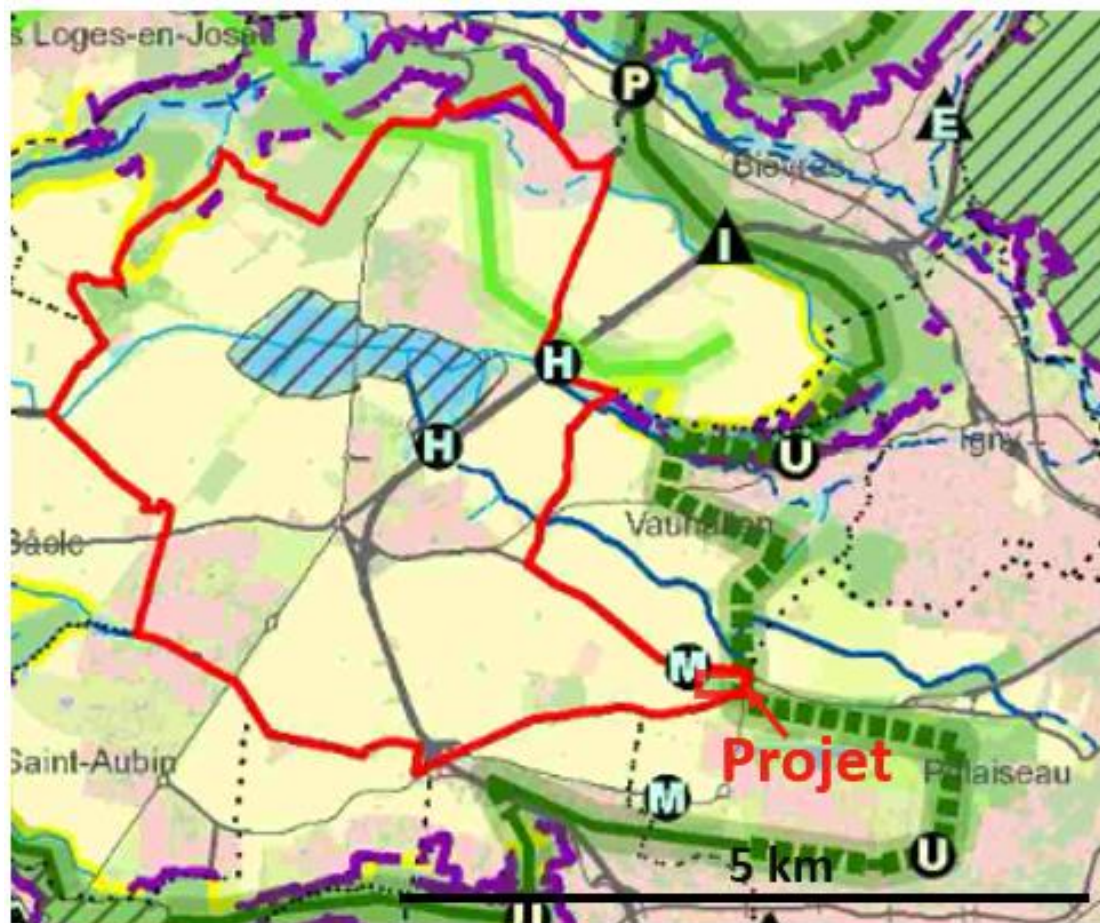
Au vu des distances, les enjeux vis-à-vis des sites Natura 2000 les plus proches sont très faibles à nuls. Le projet sera donc sans incidence sur les zones Natura 2000 les plus proches.

1.1.3/ Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite « Loi Grenelle II », a émis un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant. Parmi celles-ci figure le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), élaboré conjointement par l'État et le Conseil Régional pour chaque région. Le Conseil régional d'Île-de-France a approuvé le SRCE par la délibération du 26/09/2013. Il a été adopté par le préfet par l'arrêté du 21 octobre 2013.

Le SRCE se présente comme un réseau de continuités écologiques terrestres et aquatiques. Le SRCE d'Île de France renseigne sur le fonctionnement écologique du territoire.

Figure 31 : Carte du Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Saclay (Trame Verte et Bleue)



Réservoirs de biodiversité	Dans la commune	% communale	Dans une zone de 1 km autour de la commune
Réservoirs de biodiversité	104,3 ha	7,6 %	0,2 ha
Autres espaces d'intérêt écologique hors Île-de-France	n/a	n/a	---
Corridors de la sous-trame arborée			
Corridors fonctionnels diffus au sein des réservoirs de biodiversité	---	---	---
Corridors fonctionnels entre les réservoirs de biodiversité	---	---	4,7 km
Corridors à fonctionnalité réduite entre les réservoirs de biodiversité	138 m	---	3,9 km
Corridors de la sous-trame herbacée			
Corridors fonctionnels des prairies, friches et dépendances vertes	2,3 km	---	2,9 km
Corridors à fonctionnalité réduite des prairies, friches et dépendances vertes	---	---	---
Corridors des milieux calcaires à fonctionnalité réduite	---	---	---
Corridors et continuum de la sous-trame bleue			
Cours d'eau et canaux fonctionnels	2,9 km	---	9,3 km
Cours d'eau et canaux à fonctionnalité réduite	0,9 km	---	5,7 km
Cours d'eau intermittents fonctionnels	5,4 km	---	6,6 km
Cours d'eau intermittents à fonctionnalité réduite	2,1 km	---	1,2 km
Corridors et continuum de la sous-trame bleue	116,7 ha	8,5 %	107,2 ha
Lisières des boisements de plus de 100 ha			
Lisières urbanisées des boisements de plus de 100 ha	1,2 km	---	20,8 km
Lisières agricoles des boisements de plus de 100 ha	1,4 km	---	11,3 km
Obstacles des corridors arborés			
Infrastructures fractionnantes	---	---	1
Obstacles des corridors calcaires			
Coupures urbaines	---	---	---
Obstacles de la sous-trame bleue			
Obstacles à l'écoulement (RDE v3)	---	---	---
Points de fragilité des corridors arborés			
Routes présentant des risques de collision avec la faune	---	---	---
Passages contraints au niveau d'un ouvrage sur une infrastructure linéaire	---	---	1
Passages difficiles dus au mitage par l'urbanisation	---	---	---
Passages prolongés en cultures	---	---	---
Clôtures difficilement franchissables	---	---	---
Points de fragilité des corridors calcaires			
Coupures boisées	---	---	---
Coupures agricoles	---	---	---
Points de fragilité des continuités de la sous-trame bleue			
Secteurs riches en mares et mouillères recoupés par des infrastructures de transport	1	---	1
Milieux humides alluviaux recoupés par des infrastructures de transport	1	---	1

La carte récapitulative du SRCE de Saclay montre que le secteur du projet est situé à proximité d'un corridor de la sous-trame arborée, le « corridor à fonctionnalité réduite entre les réservoirs de biodiversité ». Cependant, le site lui-même n'est pas traversé par ce corridor (à l'est) ni aucun des autres éléments du SRCE de Saclay.

La carte indique également que le site se trouve dans une zone riche en mares et mouillères recoupées par des infrastructures de transport (voir partie Zones à Dominante Humide ci-après).

1.1.4/ Zones à Dominante Humide du SDAGE

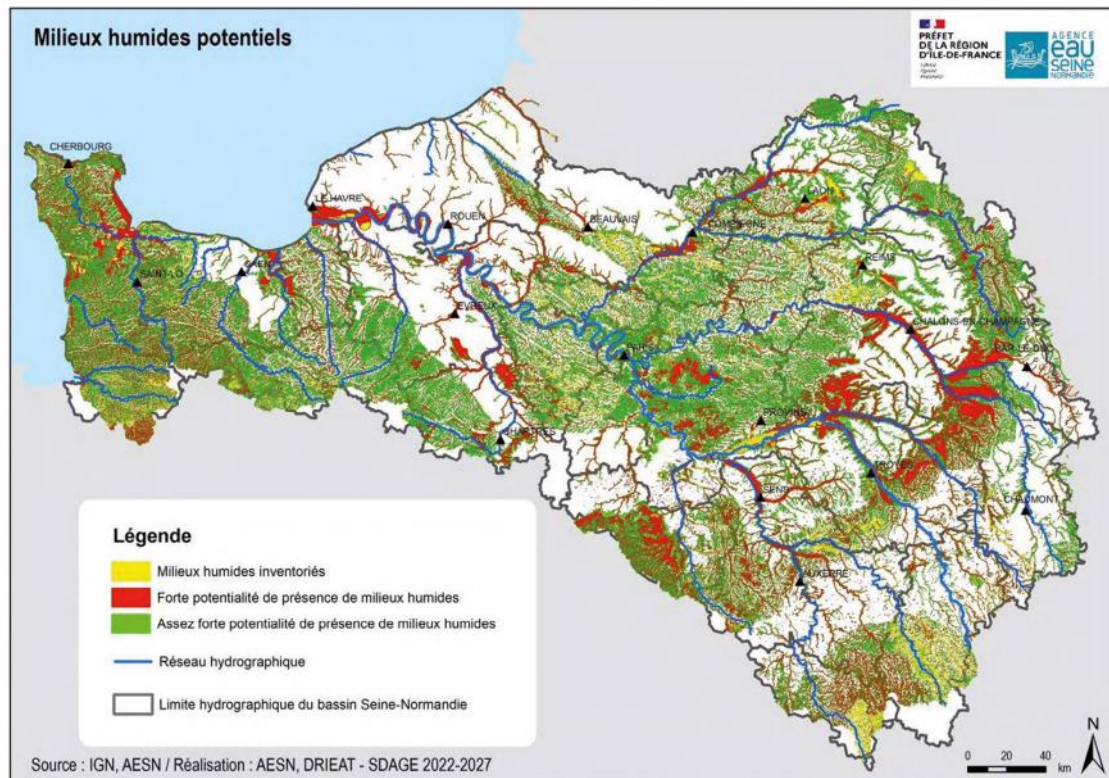
Le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin de Seine-Normandie répertorie les zones à dominante humide sur les régions d'Île de France et de Normandie. Ce recensement n'a pas de portée réglementaire directe sur le territoire ainsi délimité. Il permet néanmoins de signaler la présence potentielle, sur une commune ou partie de commune, d'une zone humide.

Toutefois, il convient, dès lors qu'un projet d'aménagement où qu'un document de planification est à l'étude, que les données du SDAGE soient actualisées et complétées à une échelle adaptée au projet. Au regard des critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 relatif à la définition des zones humides, un espace peut être considéré comme zone humide dès qu'il présente l'un des critères suivants :

- Critère « végétation » qui, si elle existe, est caractérisée soit par la dominance d'espèces indicatrices de zones humides, soit par des communautés d'espèces végétales (« habitats »), caractéristiques de zones humides,
- Critère « sol » : sols correspondant à un ou plusieurs types pédologiques parmi ceux mentionnés dans la liste figurant en annexe de cet arrêté et identifiés selon la méthode préconisée.

Le territoire de Saclay est entouré de zones humides comme le signale la carte suivante :

Figure 32 : Zones à dominante humide (SDAGE Seine-Normandie 2022-2027)



Cependant, aucune de ses zones humides ne se trouvent sur le site en lui-même :

Figure 33 : Zones à dominante humide autour du site du projet (source : géoportail)



Une analyse de la conformité du projet vis-à-vis des prescriptions du SDAGE en vigueur est présentée dans la PJ N°12 du dossier.

1.2/ Biodiversité

Dans le cadre du suivi des mesures environnementales mises en œuvre conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral portant dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées du 29 janvier 2021 (AP N°2021 DRIEE-IF/009), des suivis écologiques sont menés annuellement par le bureau d'études Confluences, permettant de mettre à jour la liste initiale des espèces protégées et/ou patrimoniales à l'échelle de la ZAC.

Des investigations de terrain ont été menées en 2022 par le bureau d'études Auddicé sur le site d'implantation du projet et ses environs. Les développements ci-après indiquent les enjeux identifiés à l'échelle du site d'implantation du projet porté par le SIOM. Ces espèces figurent, avec leurs statuts, dans le rapport du diagnostic Faune Flore du bureau d'études Auddicé (janvier 2023) présent en annexe.

1.2.1/ Inventaires floristiques

Les parcelles concernées par le projet (ci-après dénommées "site/secteur/zone d'étude") s'inscrivent dans un contexte anthropique avec la présence d'une petite zone boisée et d'une zone de friche rudérale. Ses environs immédiats sont essentiellement composés de bâtiments, champs, plans d'eau non permanents et de l'avenue de la Vauve.

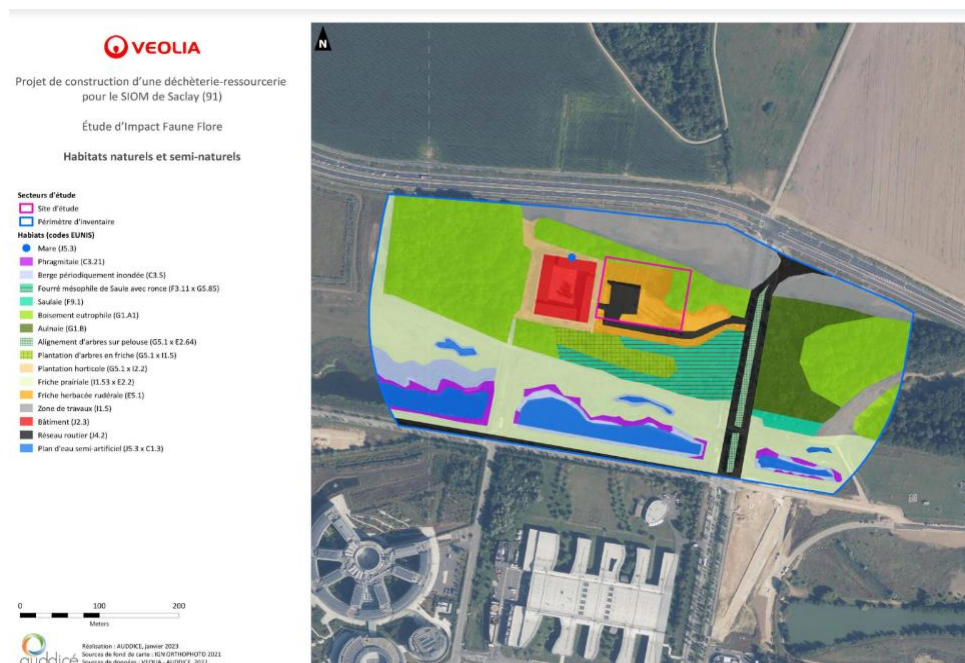


Figure 34 : habitats naturels et semi-naturels

Un total de 118 espèces a été relevé au sein du périmètre d'inventaire lors des investigations de terrain.

59 espèces ont été dénombrées sur le seul secteur d'étude.

Les enjeux relatifs à la flore et aux habitats sont qualifiés de faibles pour l'ensemble des habitats semi-naturels, suite aux investigations de terrain. Les habitats subissant une pression anthropique extrême ont des enjeux relatifs à la flore qualifiés de très faibles. L'ensemble des habitats subit une certaine pression anthropique, traduit par une banalité des milieux, des états de conservations dégradés et une absence d'espèces patrimoniales.

Aucune espèce menacée ou protégée n'a été recensée durant les investigations de terrain.

Cependant, 4 espèces exotiques envahissantes en Île-de-France ont été inventoriées : 1 avérée et 3 potentielles.

Parmi celles-ci, 1 espèce est avérée implantée :

- Le Sainfoin d'Espagne (*Galega officinalis*), présent en une station d'une dizaine d'individus à l'Ouest de la friche prairiale.
- Trois autres espèces sont des EEE potentielles implantées :
 - Le Sénéçon du Cap (*Senecio inaequidens*), présent au sein des friches situées vers le centre de la zone d'étude,
 - La Vergerette annuelle (*Erigeron annuus*), localisée en une station d'une dizaine d'individus sur une friche au centre de la zone d'étude,
 - L'Épilobe cilié (*Epilobium ciliatum*), répertoriée avec un seul individu au niveau des plantations horticoles, en lisière du boisement à l'Ouest.

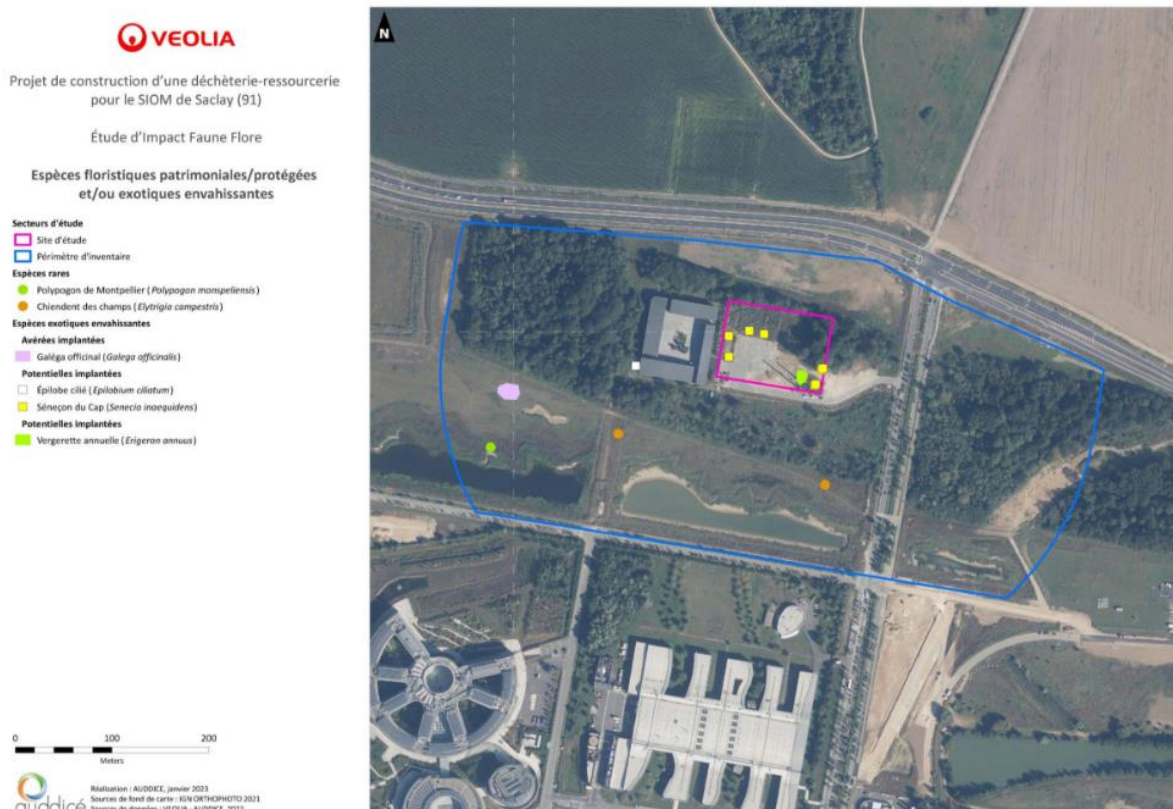


Figure 35 : espèces floristiques

1.2.2/ Inventaires faunistiques

Insectes

Les investigations de terrain ont mis en évidence la présence de 42 espèces d'insectes parmi les 3 groupes pris en compte : 15 lépidoptères rhopalocères, 15 odonates et 12 orthoptères au sein du périmètre d'inventaire. Un total de 17 espèces a été quant à lui dénombré sur le seul secteur d'étude (7 lépidoptères rhopalocères, 4 odonates et 6 orthoptères).

Parmi les espèces recensées, deux sont protégées et une est patrimoniale de par son statut de menace.

Il s'agit de :

- L'Edipode turquoise (*Oedipoda caerulescens*) qui est assez commun et n'est pas menacé, mais protégé en Île-de-France au titre de l'arrêté du 22 juillet 1993 relatif à la liste des insectes protégés en région Île-de-France complétant la liste nationale.
- L'Agrion mignon (*Coenagrion scitulum*) qui est peu commun, non menacé mais protégé en Île-de-France au titre de l'arrêté du 22 juillet 1993.
- La Cordulie bronzée (*Cordulia aenea*) qui est assez commune mais « quasi-menacée » sur la liste rouge des odonates d'Île-de-France. Deux individus ont été observés en vol au niveau du plan d'eau le plus à l'Est.

La carte suivante présente la localisation de ces espèces identifiées en 2022 :

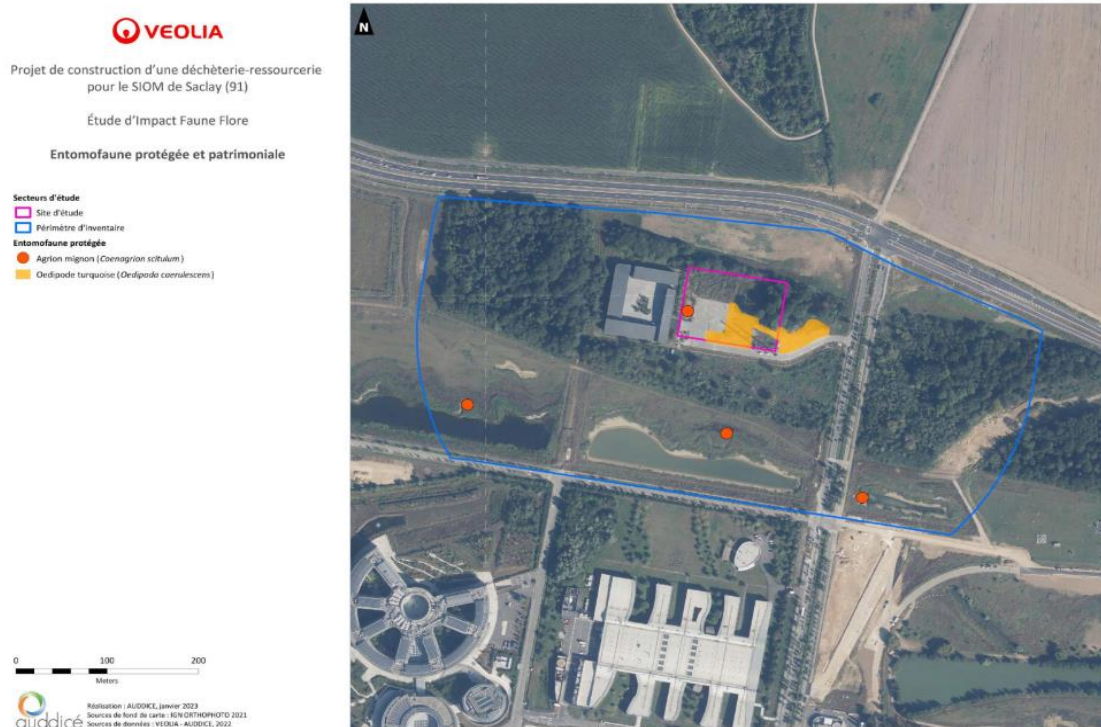


Figure 36 : entomofaune protégée et patrimoniale

Le périmètre d'inventaire accueille une entomofaune ubiquiste typique des milieux ouverts. Une grande partie des espèces a été observée au niveau des friches prairiales et des plans d'eau au Sud de la zone d'inventaire. Les espèces observées sont, pour la majorité, peu communes à très communes et une seule d'entre elles est quasi-menacée. Deux espèces sont protégées en Île-de-France : l'Agrion mignon et l'Ædipode turquoise. La reproduction de ce dernier est avérée sur le site d'étude.

Les enjeux entomologiques sont considérés comme modérés pour la partie Sud de la zone d'inventaire (friches prairiales, plans d'eau et végétations rivulaires associées) du fait de la présence d'une espèce patrimoniale, d'une espèce protégée et d'une diversité spécifique importante. Les zones les moins végétalisées de la friche herbacée rudérale présente sur la zone d'étude sont également considérées comme étant en enjeux modérés car elles abritent une population d'Ædipode turquoise. Les enjeux pour les milieux plus fermés sont considérés comme faibles et ceux pour les milieux anthropisés (parking, voies de circulation, zones de travaux, bâtiments, etc.) sont considérés comme très faibles.

Amphibiens

L'inventaire nocturne a mis en évidence la présence certaine d'au minimum 6 espèces d'amphibiens sur le périmètre d'inventaire.

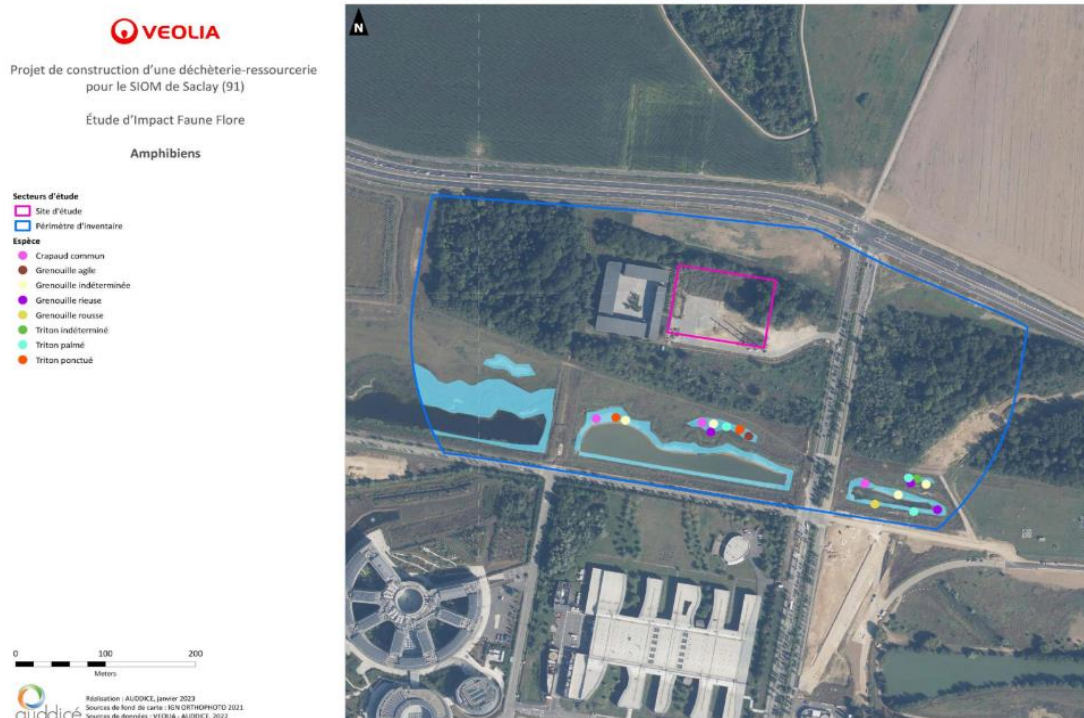


Figure 37 : Amphibiens

Les enjeux batrachologiques sont jugés forts à l'issue des investigations de terrain au niveau des habitats de vie des amphibiens. En effet, le périmètre d'inventaire offre des sites de reproduction favorables et diversifiés à un minimum de 6 espèces d'amphibiens avec des effectifs conséquents. De plus, le périmètre d'inventaire et le site d'étude abritent des sites d'hibernation et d'estivage (boisements). Enfin, un axe de migration Nord-Sud est présent entre les bassins/zones en eau et les secteurs boisés, bien qu'aucun individu n'ait été observé au sein de l'emprise projet.

Reptiles

Les enjeux herpétologiques sont qualifiés de faibles sur l'ensemble du secteur, compte-tenu des résultats des inventaires et de l'absence d'individus observés et d'habitats favorables.

Oiseaux

Au cours de la période de nidification, un total de 28 espèces a été recensé. Sur ces 28 espèces, 6 d'entre-elles sont patrimoniales, il s'agit : de l'Accenteur mouchet, de la Bouscarle de Cetti, du Chevalier guignette, du Corbeau freux, du Foulque macroule et du Pic noir. Ce dernier est inscrit à l'Annexe I de la Directive Oiseaux. Il a été entendu en période de nidification à l'Ouest du périmètre d'inventaire.

À noter que le Chevalier guignette, le Corbeau freux ainsi que le Pic noir ne sont pas nicheurs au sein du périmètre d'inventaire, ils l'utilisent pour se déplacer ou encore en recherche de nourriture. Les autres espèces patrimoniales présentes sont nicheuses possibles sur le site, au sein des friches, fourrés et boisements.

En période de migration postnuptiale, 13 espèces ont été observées, dont deux patrimoniales à cette période : le Chardonneret élégant (un individu en vol au sein du périmètre d'étude, vers l'Est) et l'Hirondelle rustique (une dizaine d'individus en chasse au-dessus du site du projet), classés « vulnérables » sur la Liste Rouge des oiseaux nicheurs d'Île-de-France.

En période hivernale, 19 espèces ont été recensées, dont 2 patrimoniales en période hivernale : le Pipit farlouse, observé en vol au Sud du périmètre d'inventaire, et le Verdier d'Europe, entendu dans le bosquet à l'Ouest du périmètre d'inventaire. Ces deux espèces sont respectivement classées « quasi-menacée » et « vulnérable » sur la Liste Rouge des oiseaux nicheurs d'Île-de-France et toutes deux classées « vulnérables » sur la Liste Rouge Nationale des oiseaux nicheurs.

Les cartes suivantes présentent respectivement l'avifaune patrimoniale en période de nidification, en période de migration post-nuptiale et en période hivernale identifiée en 2022 :

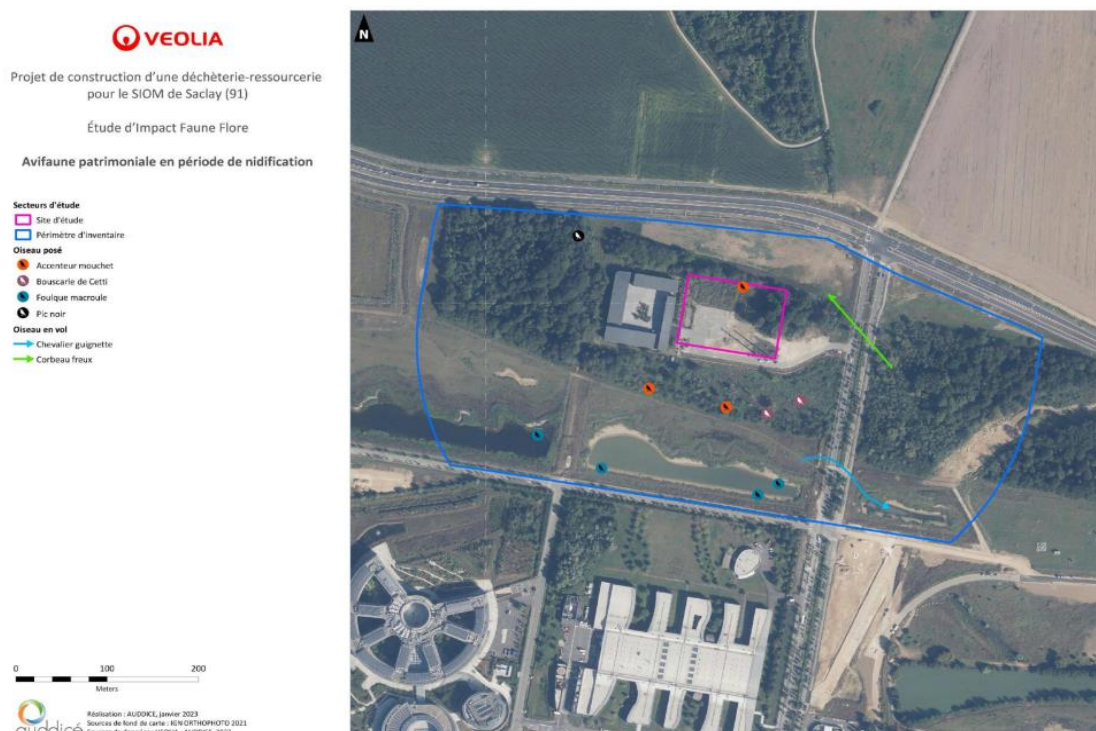


Figure 38 : Avifaune patrimoniale en période de nidification

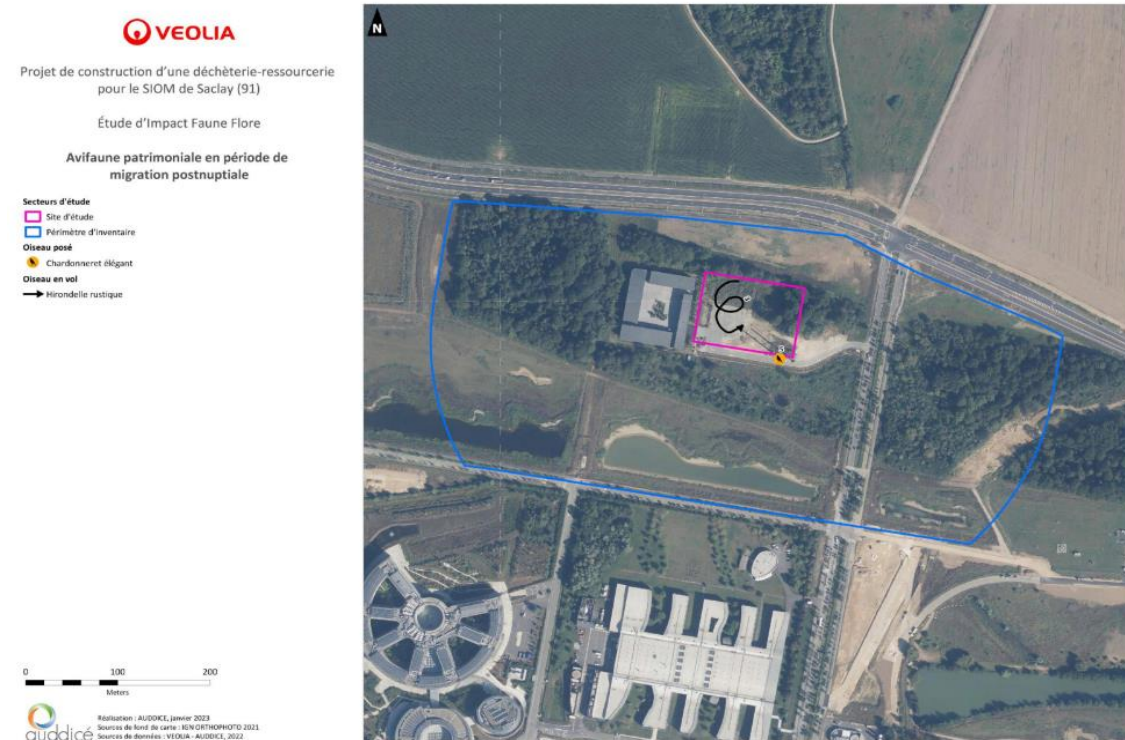


Figure 39 : Avifaune patrimoniale en période de migration postnuptiale

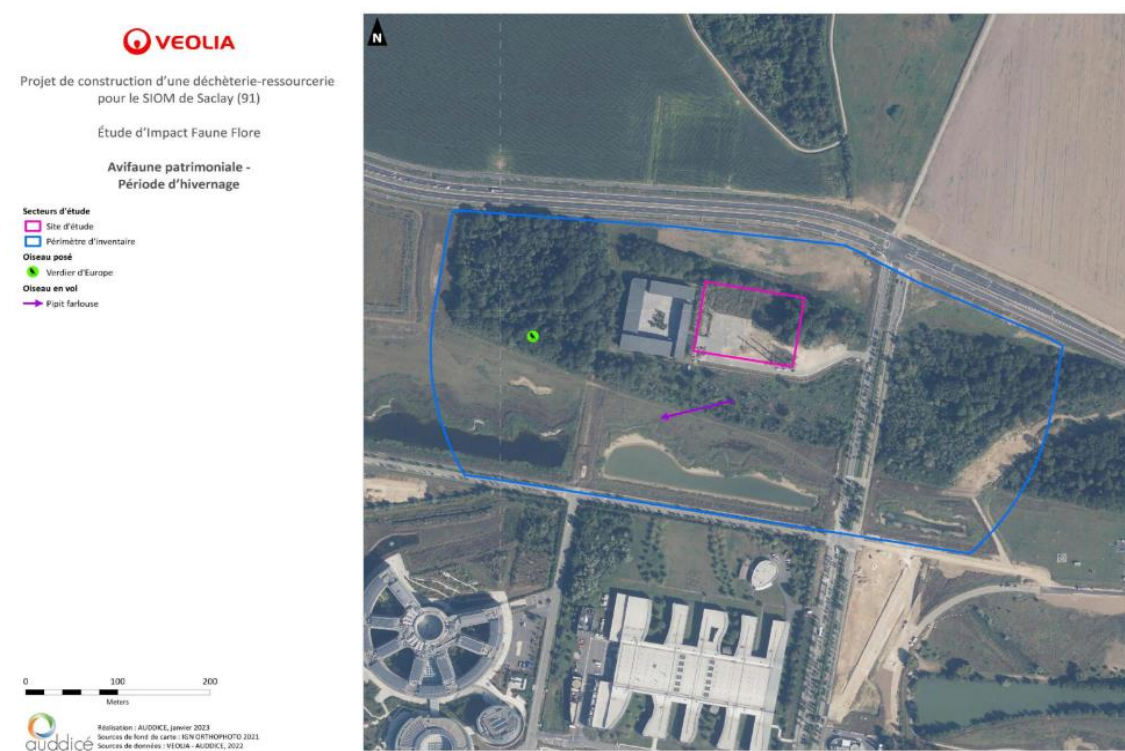


Figure 400 : Avifaune patrimoniale – Période d'hivernage

La zone d'étude est inscrite dans un contexte entouré de champs, boisements et en périphérie d'un secteur à forte urbanisation (plateau de Saclay). L'ensemble des espèces observées est commun des milieux rencontrés au sein du périmètre d'inventaire. Parmi les 39 espèces recensées, 4 sont patrimoniales, étant nicheuses possible, probable ou certaine. L'Accenteur mouchet et le Chardonneret élégant sont associés aux milieux semi-ouverts alors que la Bouscarle de Cetti et la Foulque macroule sont associés aux milieux boisés et humides.

Les enjeux relatifs aux oiseaux sont globalement faibles. Les secteurs de fourrés, boisements et les bassins présentent des enjeux modérés par la diversité spécifique qu'ils accueillent, dont certaines espèces patrimoniales.

Mammifères terrestres

Les investigations de terrain ont mis en évidence la présence de seulement 3 espèces de mammifères terrestres au sein du périmètre d'inventaire. Toutefois, d'autres espèces communes sont également probablement présentes au vu des habitats en place : Fouine, Hérisson d'Europe, Renard roux.

Des indices de présence (féces) de Lièvre d'Europe et de Lapin de garenne (un individu observé par piège photographique) ont été aperçus au niveau des zones les moins végétalisées de la friche herbacée rudérale de la zone d'étude.

Aucune espèce protégée au titre de l'article 2 de l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire français n'a été observée sur le site.

Compte tenu des résultats des inventaires, des données bibliographiques et des habitats en place sur le périmètre d'inventaire, les enjeux mammalogiques sont qualifiés de très faibles pour les zones anthropisées et de faibles à modérés pour les autres habitats de par la potentialité de présence notamment du Hérisson d'Europe au niveau des secteurs boisés.

Chiroptères

Le bosquet au sein du site d'étude présente de nombreux arbres morts présentant des fissures et cavités favorables aux chiroptères. Il représente un secteur de gîte à potentiel modéré.

La carte suivante présente la localisation des arbres-gîtes potentiels :

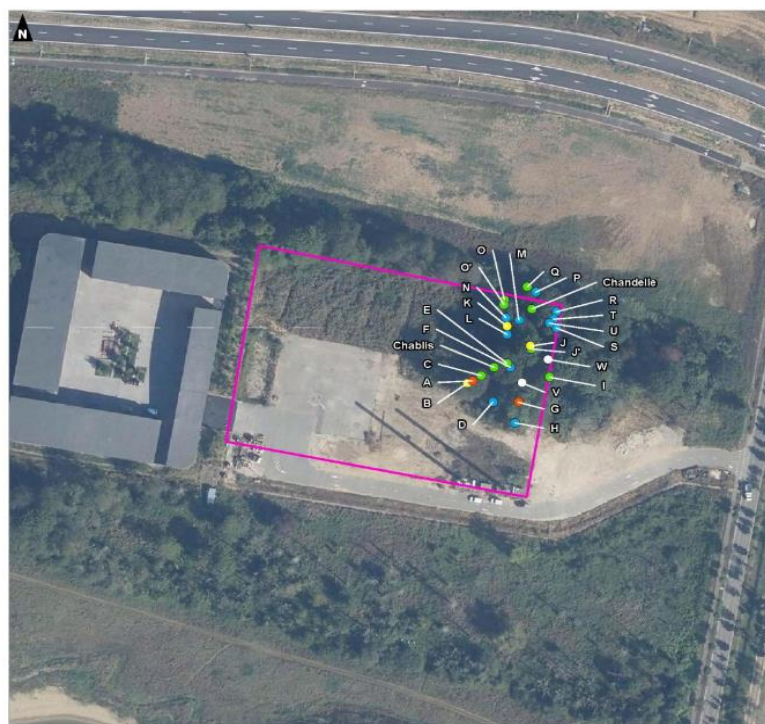


Figure 401 : Localisation des arbres gîtes potentiels

Il est à noter que sur l'ensemble du périmètre d'inventaire, aucun chiroptère n'a été recensé dans les cavités qui ont pu être inspectées à l'aide de la caméra endoscopique. Toutefois, de très nombreuses cavités n'ont pu être vérifiées, ce qui nous laisse supposer que la présence de chiroptères dans certaines d'entre elles est envisageable. L'ensemble du périmètre d'inventaire, y compris le site de projet est, de manière générale, favorable à l'accueil de chiroptères en période d'hibernation.

La majorité des espèces de chauves-souris contactées au sein du périmètre d'inventaire le sont au niveau des boisements eutrophiles. Ceux-ci sont favorables à l'activité de chasse et de transit des espèces, particulièrement pour la Pipistrelle commune et la Sérotine commune où une forte activité de chasse est constatée.

Les friches sont quant à elles principalement fréquentées par la Pipistrelle de Kuhl et la Pipistrelle de Nathusius. Elles sont utilisées comme zone de déplacement et zone de chasse occasionnelle.

La carte suivante présente la fonctionnalité du site pour les chiroptères :

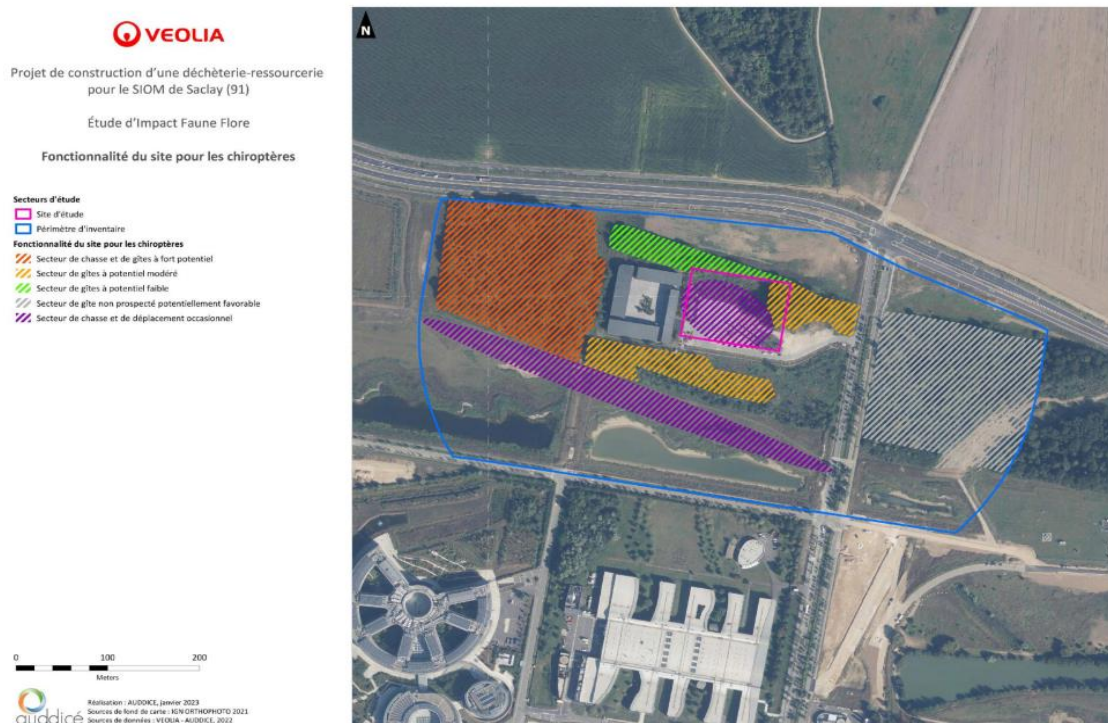


Figure 402 : Fonctionnalités du site pour les chiroptères

Huit espèces de chiroptères ont été inventoriées de manière certaine sur l'aire d'étude au cours de la période de parturition.

Parmi ces 8 espèces, on retiendra :

- 1 espèce vulnérable en France et quasi-menacée en Île-de-France : la Noctule commune ;
- 1 espèce en danger en Île-de-France : le Murin de Daubenton ;
- 1 espèce vulnérable en Île-de-France et quasi-menacée en France : la Sérotine commune ;
- 3 espèces quasi-menacées en Île-de-France et en France : la Noctule de Leisler, la Pipistrelle de Nathusius et la Pipistrelle commune.

Compte-tenu des résultats des inventaires en période de parturition et suite à la recherche de gîtes en hibernation, avec notamment la présence de plusieurs espèces patrimoniales utilisant le site comme zone de chasse et le potentiel d'accueil des chiroptères en période d'hibernation, les enjeux pour les chiroptères sont qualifiés de forts sur les boisements et de modérés sur les friches. Les enjeux se concentrent principalement au niveau des secteurs les plus végétalisés.

1.2.3/ Mesures de réduction et d'accompagnement

Mesures de réduction (MR) et d'accompagnement (MA)		
Numéro de la mesure	Description de la mesure	Référence dossier FF (PS3)
R2.2k	<p><u>Plantations diverses :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - de deux bandes végétalisées de 7 mètres de largeur aux extrémités Est et Ouest de la parcelle projet ; - d'une bande d'au minimum 5 mètres au Sud de la parcelle 	p. 141
R2.2c	<p>Adaptation de l'éclairage pour limiter les nuisances envers la faune, dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pas d'éclairage des lisières boisées - aucun éclairage des façades - pas d'éclairage la nuit (éclairage activé par détection de présence après 18h) 	p. 142
R2.2d	Mise en place de dispositifs anticollision sur les parois vitrées des bâtiments pour l'avifaune	p. 145
R2.2j	Clôtures perméables à la circulation des amphibiens, des reptiles et mammifères terrestres	p. 146
R2.2i	Installations d'abris ou de gîtes artificiels pour la faune au droit du projet	p. 148
R2.2o	Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet (gestion différenciée par fauchage tardif)	p. 149
	Abandon de gestion et mise en sénescence <i>ex situ</i> d'habitats forestiers pour oiseaux et chiroptères sur une surface de 3 335 m ² (pendant 30 ans).	p. 152

Tableau 17 : Mesures de réduction et d'accompagnement

Conformément aux échanges avec la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île de France (DRIEAT), le projet prévoit les mesures d'évitement et de réduction suffisantes pour limiter les impacts de ce dernier. Les mesures compensatoires proposées additionnellement permette d'assurer l'évitement de perte nette de biodiversité du projet.

La clôture de l'instruction de la demande de dérogation à la protection des espèces est actée par le courrier disponible en annexe 5, concluant qu'aucune dérogation n'est nécessaire compte tenu de la mise en place de l'ensemble de ces mesures.

1.3/ Paysage

1.3.1/ Intégration paysagère

L'intégration paysagère du site sera pensée en conservant dans la mesure du possible la végétation en place au niveau des espaces verts créés. Tous les espaces verts créés seront plantés avec des essences locales de type arbustif.

La démarche du projet en faveur de la biodiversité s'appuie sur le « Guide de Gestion Écologique des sites de Veolia Environnement » qui accompagne les exploitants dans cette démarche et notamment dans la gestion différenciée des espaces verts. Il s'agira notamment ici de favoriser le recours à des espèces locales pour favoriser les ressources de nidification, de refuge et le potentiel mellifère et nectarifère, avec une volonté de limiter au maximum les phases d'entretien.

Figure 40 : Plan de plantations



Pour la conservation des ressources d'eau potable, il est important de favoriser des variétés et des essences d'arbres économes en eau. La conception paysagère présentée ci-dessus prévoit de mettre en place des plantes adaptées au climat et de limiter l'évapotranspiration.

1.3.2/ Zone A : La strate arborée

En périphérie du site, une strate arborée reprenant les codes schématiques de la forêt sera réalisée. Elle sera composée de 3 strates différentes :

- Une strate arborée d'Arbre de haute tige à planter tous les 2 m, composée d'essences locales telles que Quercus, Fagus et Carpinus. Les arbres de haute tige choisis seront contre-plantés, et auront environ 15 ans d'élevage en pépinière. Cette haute densité de plantation sur site sera facteur de colonisation importante, et le rendu visuel sera immédiat.
- Une strate arbustive composée de baliveaux, jeunes plants, couvre-sol et fougères.
- Une strate sous-bois composée principalement de fougères. Pour favoriser la biodiversité sur le talus, le choix des essences sera axé sur des végétaux de type à feuillage marcescent.

1.3.3/ Zone B : Haie arbustive

La zone B sera aménagée de plantation d'arbustes de type forestier en haie libre. Cette surface de plantation ne permettant pas la plantation d'arbres de haut jet, une haie champêtre de variété vigoureuse sera implantée dans cette espace et poussera en forme libre.



1.3.4/ Zone C : Massifs graminées

La zone C sera constituée de massifs graminées. La taille des graminées s'effectue au printemps. Le paillage des pieds d'arbustes en massifs et graminées en BRF ou mulch issu de taille et de broyage de feuillus, en apport régulier pour l'entretien des massifs, permet de limiter l'apparition des herbes indésirables et favorise le maintien de l'humidité au pied des arbustes.

1.4/ Patrimoine

Le patrimoine présent autour de la parcelle du projet est décrit par la carte suivante :

Figure 41 : Atlas des patrimoines autour du projet (source : culture.gouv.fr)



Aux abords de la parcelle du projet, à plus de 150 mètres au nord, se trouve un site classé, la Vallée de la Bièvre, c'est à dire un site dont la réalisation de travaux ou toutes autres modifications de l'aspect du site sont proscrites. Un site inscrit (où toute modification nécessite une prévention de l'administration), la Vallée de la Chevreuse, se situe à 1 km au sud du projet.

Deux immeubles inscrits se trouvent également à 1,5 km au nord : la Ferme de Arpentins (à l'Ouest) et l'Eglise Saint-Rigomer et Sainte-Ténestine.

Conclusion : le projet aura un impact négligeable sur les sites concernés par la protection du patrimoine au vu de leurs distances respectives.

Figure 43 : Accès au métro et au Transport Collectif en Site Propre (TCSP)



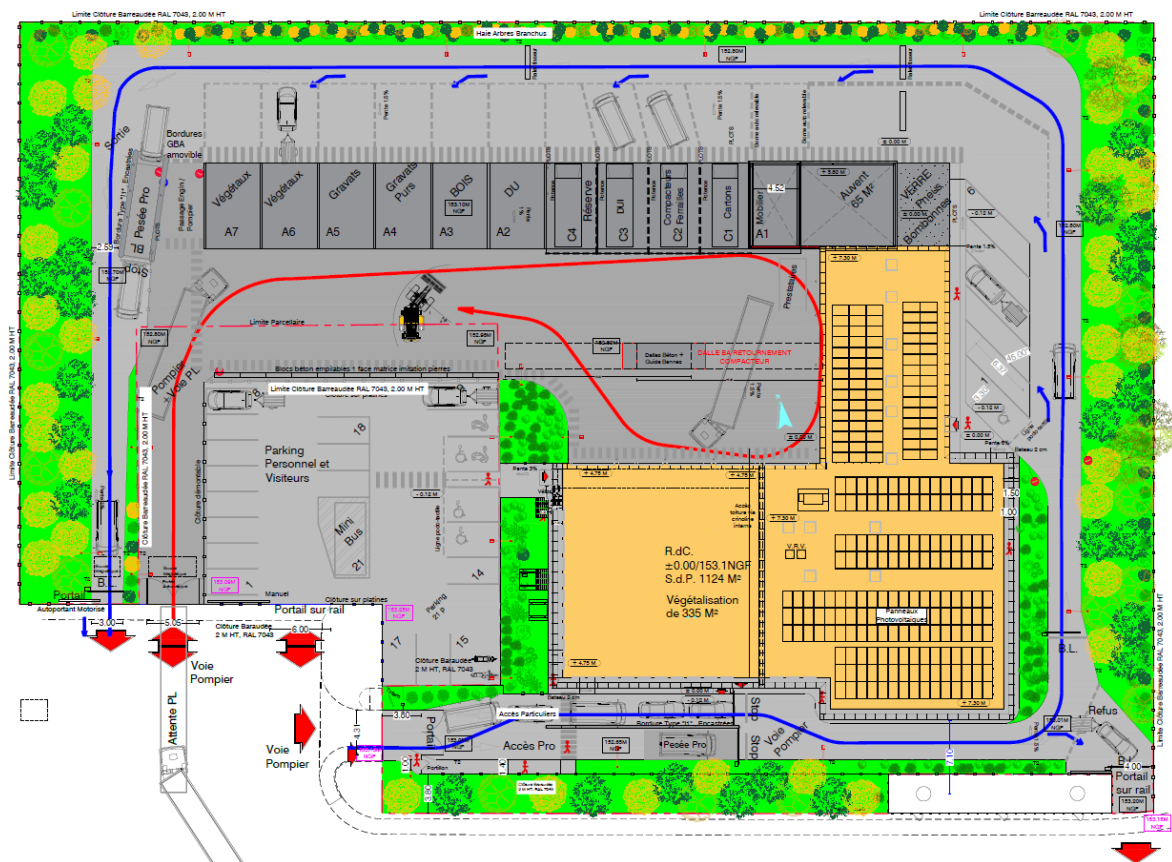
2.2/ Trafic au sein du site

Le nombre de tours des véhicules types PL assurant les rotations vers les exutoires est en moyenne de :

- 3,13 par semaine en camion MOVIbenne Ampliroll
- 3,19 par semaine en semi-FMA
- 2,54 par semaine en semi-TP

Quant aux véhicules types VL, le trafic estimé à ce jour est en moyenne de 160 passages par jour.

Figure 44 : Giration des véhicules



En **bleu**, le parcours des usagers. En **rouge**, le parcours des véhicules d'exploitation.

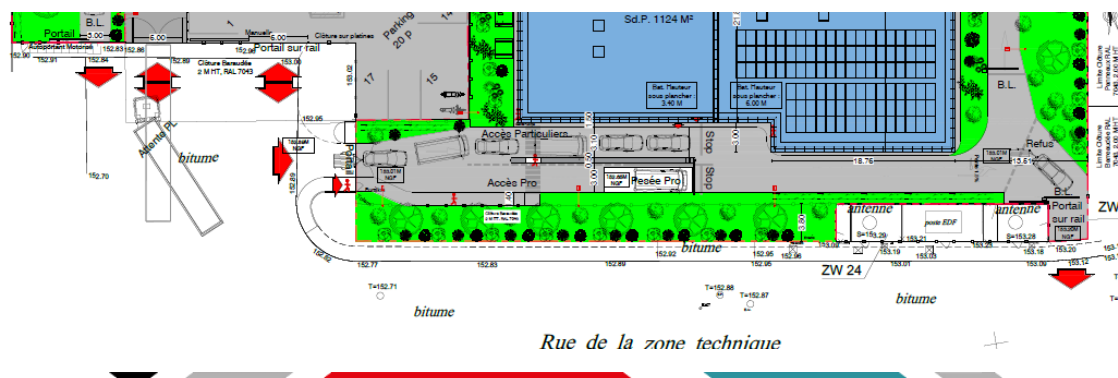
2.3/ Incidences sur le trafic routier

2.3.1/ Incidence sur la Rue de la Zone Technique :

L'accès à la déchèterie recyclerie se fera par la Rue de la Zone Technique, voirie aujourd'hui très peu fréquentée puisqu'elle ne dessert que le transformateur Enedis.

De plus, des dispositions ont été prises afin d'éviter toute incidence sur le trafic routier aux alentours du site comme la création, au sein de la parcelle du projet, d'une zone tampon pouvant maintenir en attente jusqu'à 5 véhicules avec remorque.

Figure 45 : Zone tampon au sein de la parcelle du projet



2.3.2/ Incidence sur la RD36 et la RD128

Le site du département de l'Essonne compte 11487 véhicules par jour (dont 5,7% de camions) sur la D36 en 2018, ainsi que 5221 véhicules par jour (dont 5,9 % de camions) sur la D128 en 2017.

Tableau 15 : influence du projet sur le trafic routier environnant

	Impact projet	Impact sur la RD36	Impact sur la RD128
Trafic actuel		11487 veh./jr dont 5,7% de PL	5221 véh./jr dont 5,9 % de PL
Trafic projeté	1 PL / jr 160 VL / jr	Max : 11648 veh./jr Dont 5,7 % de PL	Max : 5382 veh./jr Dont 5,7 % de PL
Impact trafic maximal		+ 1,4 % veh./jr	+ 3 % veh./jr

- ☐ Ainsi, du fait de la faible fréquentation de la voirie et grâce aux dispositions mises en œuvre, le projet n'aura qu'un impact très limité sur le trafic routier.

3/ Risques technologiques

Selon la base GASPAR (Base nationale de Gestion Assistée des Procédures Administratives relatives aux Risques), la commune de Saclay n'est concernée par aucun Plan de Prévention de Risques Technologiques.

L'enjeu lié à la présence d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à proximité soumises au régime d'autorisation ou d'enregistrement à proximité du site est abordé au Chapitre 1 5.1/ Environnement proche.

Ces installations sont toutes du type « usine » (industrie, logistique, autres activités) et l'installation SEVESO de seuil haut la plus proche est à plus de 15 km du site (voir Chapitre 1 5.1.1/Activités voisines).

Le site reste éloigné des PPRT des installations SEVESO.

4/ Risques naturels

La commune de Saclay n'est concernée par aucun Plan de Prévention de Risques (PPR). Le site est néanmoins situé en bordure des PPR inondation des communes de Palaiseau et de Vauhallan, concernées par des débordements de l'Yvette et de la Bièvre respectivement. La distance de ces deux cours d'eau (à plus de 2 km du projet) et l'altimétrie de la zone, présentée en paragraphe 6.2 du chapitre 2, démontrent de l'absence de risque d'inondation sur le site de la déchèterie ressourcerie.

Figure 46 : Carte des PPR autour du site du projet (source : géorisques)



Saclay est située dans une zone sismique de type 1, c'est-à-dire de niveau de sismicité très faible.

5/ Nuisances

5.1/ Vibrations mécaniques

Le projet ne sera pas source de nuisance vibratoire ni pendant la durée du chantier ni durant l'exploitation, les principales sources de vibrations mécaniques étant dues au trafic routier induit par l'exploitation du site (rechargement des camions). Le projet induira une évolution faible de l'importance du trafic routier dans la zone. Les nuisances liées au trafic routier seront donc peu significatives.

☐ **L'impact du projet est ainsi considéré comme étant « négligeable ».**

5.2/ Nuisances sonores

La commune n'est concernée par aucun Plan d'Exposition au Bruit (PEB).

Les données sur le trafic moyen annuel des axes routiers laissent supposer une influence significative du bruit routier sur l'environnement sonore actuel. En effet, le site du département de l'Essonne compte 11487 véhicules par jour en 2018 (dont

5,7% de camions) sur la D36 à 60 m du site, et 5221 véhicules par jour en 2017 (dont 5,9 % de camions) sur la D128 à proximité immédiate du site.

En phase de travaux, le projet va générer une nuisance sonore pendant la durée du chantier, liée à la construction des bâtiments ainsi qu'à la rotation des différents engins.

En phase d'exploitation, la principale émission de nuisances sonores proviendra du trafic routier poids lourds et véhicules légers.

Les habitations tierces les plus proches sont situées à plus de 600 m au Nord du projet, et espacées du site par des lisières d'arbres et des bosquets qui pourront jouer un rôle d'isolation phonique (atténuation du bruit et très faible coefficient de réfléchissement du bruit). **Ainsi, a priori le fonctionnement du site n'engendrera pas de gêne acoustique pour le voisinage.**

L'activité étant classée au titre des ICPE, les émissions sonores de l'installation respecteront les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Notamment, les émergences en Zone d'Émergence Réglementée (ZER) seront conformes à cet arrêté. Les objectifs réglementaires en termes de niveaux sonores fixés à 70 dB(A) en période de jour et 60 dB(A) en période de nuit en limite de propriété seront respectés. En cas de besoin, le SIOM prendra des dispositions nécessaires (piège à son, matériaux spécifiques, etc.).

Tableau 16 : Valeurs admissibles d'émissions sonores définies par l'arrêté du 23 janvier 1997

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

☐ **L'impact du projet est ainsi considéré comme étant négligeable.**

5.3/ Nuisances olfactives

La déchèterie n'accueillera pas de déchets qui puissent émettre des odeurs. Néanmoins, puisque le site reçoit des déchets verts susceptibles de se dégrader, le SIOM a pris les dispositions nécessaires pour élaborer un planning de rotation avec une fréquence suffisante pour éviter les conditions favorables à la fermentation de la matière (voir paragraphe 3.2.3 du chapitre 1 de ce document).

☐ **L'incidence du projet sur les nuisances olfactives est considérée comme étant très faible.**

5.4/ Nuisances lumineuses

Les éventuelles nuisances lumineuses, pouvant être liées à l'éclairage extérieur du site pendant le soir ou la nuit, seront limitées par la mise en place d'éclairage LED sur les parkings, avec orientation vers le sol. De plus, pour limiter davantage

l'impact de la lumière artificielle sur le panorama nocturne du Campus, la hauteur des mâts d'éclairage et le choix des luminaires des espaces extérieurs feront l'objet d'une attention particulière.

L'Etablissement Public d'Aménagement de Paris-Saclay (EPAPS) définit les exigences à respecter en matière d'éclairage pour la réduction de l'impact d'un nouveau projet. Le suivi de ces recommandations a permis d'aboutir au plan d'éclairage disponible en Annexe 1 de ce document.

☐ **L'impact du projet est ainsi considéré comme étant faible.**

5.5/ Consommations énergétiques

La consommation énergétique sera maîtrisée sur la base du suivi des consommations (logiciel, interface) et des factures. Toute consommation excessive sera relevée et fera l'objet de mesures spécifiques prises par l'exploitant du site.

Par ailleurs, le projet prévoit :

- L'utilisation d'éclairage naturel pour plus de 50% des heures de travail
- Des panneaux solaires photovoltaïques dont la production envisagée s'élève à 100 kWc
- Une commande de l'éclairage par détection d'absence et de présence
- Une bonne isolation du bâti
- Des surfaces vitrées importantes pour favoriser l'éclairage naturel.

La consommation d'énergie annuelle pour les besoins de climatisation/chauffage est évaluée à 35 000 kWh (basée sur une température de fonctionnement de 21°C hiver/ 24°C été), auxquels s'ajoute la consommation des quatre compacteurs (5,5 kW par compacteur). L'exploitant établira un suivi mensuel des consommations en électricité du site pour veiller à garantir ces performances dans la durée.

☐ **L'impact du projet est ainsi considéré comme étant « faible ».**

5.6/ Rejets atmosphériques

5.6.1/ Gaz à effet de serre

L'ensemble des véhicules seront conformes aux normes en vigueur. Les engins et installations utilisés seront régulièrement contrôlés par un prestataire indépendant et compétent. Ainsi, les effets directs sur la qualité de l'air liés aux gaz d'échappement issus de la combustion des carburants des véhicules seront limités. Le gaz frigorigère utilisé (R-1234ze), un gaz fluoré de la famille des hydrofluoro-oléfinés (HFO) à très faible PRG¹ n'entraînant pas de classement ICPE, respectera la réglementation en vigueur et son évolution, permettant de lutter notamment contre les gaz à effet de serre.

5.6.2/ Les poussières

¹ PRG : potentiel de réchauffement global.

La principale source de poussières sera liée à la circulation des véhicules. Dans ce cadre, les voies de circulation et les aires de stationnement seront couvertes d'un revêtement en enrobé limitant la production de poussières.

Par ailleurs, le site sera régulièrement nettoyé. L'ensemble de la voirie sera nettoyé chaque mois au moyen d'une balayeuse mécanique.

Le gardien veillera à ce que les véhicules quittant le site n'entraînent pas d'envol de poussières ou de dépôts de boues sur les voies de circulation publique.

6/ Ressource en eau

6.1/ Dispositions prises vis-à-vis de la loi sur l'eau

Le réseau sera séparatif (EP/EU).

Comme évoqué dans le paragraphe 7.2/Rubriques loi sur l'eau (IOTA), le présent projet ne relèvera pas de la loi sur l'eau, en application des articles L214-1 à L214-3 du Code de l'Environnement pour la rubrique 2.1.5.0.

Toutefois, il respectera les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2013 (AP N°2013.PREF.DRCL/BEAPFI/SSPILL/479), autorisant l'Etablissement Public de Paris-Saclay à réaliser, au titre des articles L.214-1 et suivants du Code de l'environnement, le projet d'aménagement prévu de la ZAC.

D'autre part :

- ☐ Le projet respectera les prescriptions du règlement de la zone d'activités du Quartier de l'Ecole Polytechnique, notamment en ce qui concerne la gestion des eaux usées et pluviales.
- ☐ Le projet sera compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Bassin de Seine-Normandie 2022-2027, ainsi qu'au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Orge Yvette (voir PJ12 de ce dossier ICPE).
- ☐ La gestion des eaux du site respectera le débit de fuite max de 0,1 l/s.

6.2/ Captages d'alimentation en eau potable (AEP)

Le site projeté pour la future déchetterie-ressourcerie n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage AEP.

Par ailleurs, afin de limiter au maximum les consommations d'eau, l'ensemble du site disposera d'espaces végétalisés comportant des essences rustiques et robustes, appropriées au climat de la région et nécessitant peu de besoin en eau. Les précipitations reçues devront autant que possible suffire à pourvoir au mieux à leurs besoins en eau.

6.3/ Gestion des eaux pluviales (EP)

Les EP de toiture, exemptes de pollution et ne présentant pas d'impact particulier pour le milieu naturel, seront collectées indépendamment pour servir autant que

possible au lavage des sols et à l'arrosage. Elles sont ensuite prétraitées par le biais d'un débourbeur, avant de rejoindre les EP de voiries (cf. Chapitre 2 6.2.4/Synoptique) et passer par un séparateur d'hydrocarbure.

Il est rappelé que les performances des séparateurs à hydrocarbures mis en place seront en conformité avec les normes en vigueur.

6.4/ Gestion des eaux usées (EU)

Les EU seront issues du nettoyage des bâtiments et des installations, des usages domestiques (sanitaires, vestiaires, etc.). Les eaux usées rejoindront le regard de raccordement Eaux Usées/Eaux Vannes du domaine public et seront amenées par le réseau intercommunal vers la station d'épuration de Valenton.

7/ Déchets

Seules les ordures ménagères résiduelles produites par les salariés et les visiteurs seront générées sur le site. Ce sont des déchets non dangereux qui seront pris en charge par un service public de collecte et de traitement des déchets ménagers, conformément à la réglementation en vigueur.

8/ Cumul avec d'autres projets

Le site du ministère de la transition écologique recense les avis émis pour les projets soumis à étude au cas par cas ou à évaluation environnementale, ce qui permet d'identifier les projets suivants autour du site :

- L'Hôpital Paris Saclay (Groupe Hospitalier Nord-Essonne), à une distance de 650 m du site. L'accès à cet hôpital se fera par une voirie différente de celle du projet de la déchèterie, comme présenté ci-dessous.
- Le Pôle BPC (Biologie-Pharmacie-Chimie) de Satory Ouest à Versailles, à 2,1 km du site.

Figure 47 : Accès à l'hôpital par le Boulevard O (source : gh-nord-essonne.fr)



Ainsi, aucun projet en cours autour de la zone d'implantation de la déchèterie ressourceurcie n'aura d'effets cumulés avec le projet.

9/ Phase travaux

Durant la phase de travaux, l'équilibre déblais/remblais sera recherché. Pour assurer cet équilibre, les déblais pourront être utilisés pour terrasser le site.

Les terrassements généraux consistent à niveler et modeler respectivement le terrain sous les emprises bâties, les voiries ainsi qu'en raccords au terrain naturel et aux aménagements ZAC en limite parcellaire (voiries, chemin piétons,). Le niveau dallage fini sera calé selon le principe d'équilibrage des cubatures de terres (déblai/remblai).

Niveau dallage fini projet prévisionnel : 0.00 = 153,10 NGF.

Chapitre 4 Analyse des dangers

1/ Gestion des risques

Les activités ne seront pas de nature à créer des risques en dehors des limites de propriété de l'installation : les risques seront maîtrisés au sein du périmètre de l'installation. Aucun effet domino n'est donc attendu sur les installations industrielles proches.

Les risques identifiés sur le site sont :

- le risque d'incendie,
- le risque de pollution du milieu,
- le risque d'explosion.

Le dossier relevant d'un classement ICPE, il fera l'objet d'un arrêté au titre de cette réglementation et précisera les prescriptions liées aux risques.

1.1/ Risque incendie

1.1.1/ Incendie

Chaque local technique sera équipé à minima de détecteur de fumée, relié à un système d'alarme. Le gardien de la déchèterie aura à sa disposition un téléphone fixe dans le local gardien du bâtiment, qui lui permettra d'alerter les secours ou service incendie en cas de besoin. Un plan général des aires de stockage des déchets collectés sera mis à disposition des services de secours.

La déchèterie disposera d'une borne incendie existante située à proximité de l'entrée principale du site, qui pourra délivrer 60 m³/h. Des extincteurs, visibles et facilement accessibles, adaptés aux types de matériaux seront implantés à proximité des zones à risques. Le matériel de secours sera contrôlé une fois par an par un organisme agréé, conformément à la réglementation en vigueur.

En plus du plan général de localisation des aires de stockage des déchets collectés, un plan de positionnement des différents équipements d'alerte et de secours sera réalisé et présent au sein de l'installation. Un plan des réseaux précisant la localisation des vannes manuelles à utiliser en cas de dysfonctionnement sera réalisé (en particulier pour la mise en place de l'isolement des tuyaux enterrés de rétention en cas de récupération d'eaux d'extinction incendie ou de tous produits déversés accidentellement).

Un panneau interdisant l'apport de feu sous une forme quelconque sera installé à proximité des zones à risques. En cas d'intervention dans les zones à risques incendie ou explosion, les dispositions prévues à l'article 23 de l'Arrêté Ministériel des Prescriptions Générales de la rubrique 2710-2 Enregistrement seront respectées.

1.1.2/ Pollution du milieu environnant

En cas d'incendie, les moyens de lutte passeront par l'utilisation d'eau. Compte tenu du volume de ces eaux et en fonction de la nature de l'activité, ces dernières pourraient constituer un risque de pollution des eaux de surface, du sol ou du sous-sol en cas de déversement accidentel.

C'est pourquoi **un bassin enterré de rétention des eaux étanche d'un volume total d'environ 500 m³, et d'une capacité adaptée aux besoins du projet est prévu sur le site.**

En sortie de ce bassin, une vanne d'arrêt asservie à la détection Incendie (DI) permettra de confiner les eaux d'extinction potentiellement polluées, avant prise en charge par un prestataire spécialisé. Des mesures seront réalisées sur ces eaux : en l'absence de pollution, elles seront gérées selon le même dispositif que les EP. Dans le cas d'une pollution avérée, elles seront pompées et traitées par un prestataire.

Ces modalités (système d'obturation des réseaux, rétentions) empêcheront toute pollution du milieu.

1.2/ Risque explosion

Le local DDM et le local DEEE sont conçus afin de disposer de deux ouvertures, l'une orientée directement sur la zone de dépose des déchets, au niveau de l'auvent et la seconde du côté de la zone « exploitant » (cour intérieure). Cette ventilation naturelle sera doublée d'une ventilation mécanique d'un débit de renouvellement au moins égal à 4 fois le volume du local, de manière à ce que le local ne soit pas classé ATEX.

Par ailleurs, une analyse de risques sera conduite et mise à jour périodiquement, conformément à la réglementation en vigueur.

1.3/ Moyens d'intervention et de lutte incendie

Les Services Départementaux d'Incendie et de Secours (SDIS) Massy-Igny sont situés rue de Vilgénis à environ 10 minutes du site. Par ailleurs, un poteau incendie (PI) est disponible à proximité immédiate du site sur la voie publique, dont le débit à 1 bar s'élève jusqu'à 243 m³/h (besoins du site : 60 m³/h).

[illegible]

1.4/ Dimensionnement des besoins en eaux pour la protection incendie

La note d'assainissement jointe en pièce supplémentaire n°2 présente les dimensionnements relatifs au besoin en eau en cas d'incendie et de la rétention nécessaire pour contenir les eaux issues d'un incendie.

Le calcul D9 dimensionnant (selon la méthode de calcul APSAD D9-D9/4) identifie un besoin de **60 m³/h**.

Ces besoins en eau seront couverts par le poteau incendie existant situé sur la desserte à proximité immédiate du site, dont les caractéristiques ont été explicitées en paragraphe 7 de cette notice.

1.5/ Dispositif de rétention en cas d'incendie

Pour répondre à ce besoin, la rétention des eaux d'extinction incendie sera assurée exclusivement par un bassin dont la capacité de stockage s'élève à 400 m³, destiné à contenir les eaux de pluie de 20 ans (dont le besoin estimé est de 195 m³) et les eaux d'incendie dont le volume de rétention défini selon le fascicule D9-D9/4 est de **181 m³**.

La détermination de débit requis et le calcul du volume à mettre en rétention concernant les eaux d'extinction d'incendie sont disponibles au sein de la notice hydraulique (PS N°2) du présent dossier d'enregistrement.

Chapitre 5 Annexes

Cinq annexes sont jointes à cette notice :

Annexe 1 : Plan Topographique

Annexe 2 : Arrêté d'exploitation de la plateforme de forage

Annexe 3 : Plan masse du projet de la déchèterie-ressourcerie

Annexe 4 : Rapport diagnostic environnemental Auddicé

Annexe 5 : Courrier de clôture de l'instruction de demande de dérogation à la protection des espèces.

Annexe 6 : Tableau de suivi des modifications apportées aux pièces du dossier de demande d'enregistrement en Février 2023